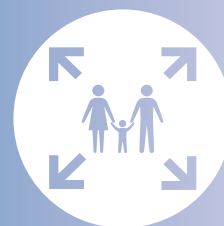
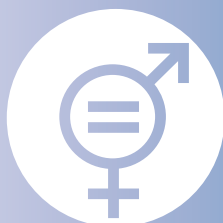


Département des opérations et des situations d'urgence



## CADRE INSTITUTIONNEL DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE EN SITUATION DE CRISE



L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pose le principe selon lequel les migrations s'effectuant en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine sont bénéfiques pour les migrants et la société. En tant qu'organisation internationale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de : i) contribuer à relever les défis d'ordre opérationnel que pose la gestion des flux migratoires ; ii) favoriser la compréhension des questions de migration ; iii) promouvoir le développement économique et social à travers les migrations ; et iv) œuvrer au respect de la dignité humaine et au bien-être des migrants.

---

Éditeur : Organisation internationale pour les migrations  
17 route des Morillons  
Boîte postale 17  
1211 Genève 19  
Suisse  
Tél. : +41 22 717 9111  
Fax : +41 22 798 6150  
E-mail : [hq@iom.int](mailto:hq@iom.int)  
Site Internet : [www.iom.int/fr](http://www.iom.int/fr)

---

© 2018 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

---

#### Photos de couverture

Photo du haut : (Papouasie-Nouvelle-Guinée) Un groupe de femmes participe à un atelier de formation professionnelle dans les îles Carteret de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Du fait de la menace persistante de l'élévation du niveau des océans qui pèse sur les îles de faible altitude, les femmes se préparent à être éventuellement déplacées dans les années à venir. Elles acquièrent ainsi des compétences professionnelles utiles qui leur permettront de travailler et de générer un revenu. © OIM 2016/Muse MOHAMMED

Photo du milieu : (Maiduguri, Nigéria) Un expert en aménagement de sites de l'OIM forme des partenaires de gestion et coordination des camps et de l'hébergement à la réalisation d'évaluations de la sécurité dans le but d'identifier et de lutter contre les risques de violence basée sur le genre sur les sites accueillant des populations déplacées à cause du conflit. © OIM 2017

Photo du bas : (Bentiu, Soudan du Sud) Des femmes responsables communautaires se réunissent toutes les deux semaines pour discuter des problèmes survenant sur le site de protection des civils. Lors de la dernière réunion, plusieurs questions ont été posées à propos du paludisme. L'OIM a donc convié un spécialiste à la réunion pour parler de ce sujet et répondre aux questions. © OIM 2017/Amanda MARTINEZ NERO

---

Tous droits réservés. Cette publication ne peut être reproduite, archivée ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit (électronique, mécanique, par photocopie, sous forme enregistrée ou autre), sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur.

Département des opérations et des situations d'urgence

CADRE INSTITUTIONNEL  
DE LUTTE CONTRE  
LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE  
EN SITUATION DE CRISE





# TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	5
CHAPITRE 1 – CONCEPTS CLÉS DE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE EN SITUATION DE CRISE .....	7
Définition de la violence basée sur le genre.....	7
Violence basée sur le genre : formes, types et conséquences.....	8
Violence basée sur le genre : formes et types de « préjudice ».....	8
Violence basée sur le genre : conséquences.....	10
Causes profondes et facteurs favorisant la violence basée sur le genre.....	10
Liens entre la violence basée sur le genre et les crises.....	11
CHAPITRE 2 – POLITIQUES INSTITUTIONNELLES ET ENGAGEMENTS MONDIAUX DE L'OIM.....	15
Politiques institutionnelles.....	15
Engagements mondiaux de l'OIM.....	17
Appel à l'action pour la protection contre la VBG dans les situations d'urgence.....	17
Partenariat sur la redevabilité en temps réel.....	18
Protection contre l'exploitation et les abus sexuels.....	18
Redevabilité envers les populations affectées.....	18
Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies.....	19
Domaine de responsabilité Violence basée sur le genre.....	19
Initiatives interinstitutions.....	19
CHAPITRE 3 – PRINCIPES ET MODÈLE OPÉRATIONNEL.....	21
Principes.....	21
Modèle opérationnel de lutte contre la violence basée sur le genre en situation de crise.....	23
Lire le modèle.....	24
Vision et objectif.....	24
MODÈLE OPÉRATIONNEL DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE EN SITUATION DE CRISE .....	27
ANNEXE I : GLOSSAIRE.....	28
ANNEXE II : FORMES/TYPES COURANTS DE VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE...	32
ANNEXE III : FACTEURS FAVORISANT LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE.....	35
ANNEXE IV : ACRONYMES .....	36





DES ÉQUIPES DE GESTION ET COORDINATION DES CAMPS ET DE SANTÉ MENTALE ET SOUTIEN PSYCHOSOCIAL RÉALISENT UN EXERCICE PARTICIPATIF POUR RECUEILLIR LES CONNAISSANCES LOCALES ET LES PERCEPTIONS SOCIALES RELATIVES AUX RISQUES ET À LA SÉCURITÉ AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ. © OIM 2017



## INTRODUCTION

La violence basée sur le genre (VBG)<sup>1</sup> est l'une des violations des droits de l'homme les plus répandues<sup>2</sup>, qui affecte des personnes dans le monde entier. Les conséquences de cette forme de violence peuvent dépasser le niveau individuel et toucher des familles et des communautés entières. Les crises humanitaires et les situations de fragilité politique ou socioéconomique peuvent accentuer l'exposition aux différentes formes de VBG.

Les interventions de lutte contre la VBG font référence aux principales activités intégrées aux programmes d'urgence qui visent à remédier à la perte de vies, aux blessures physiques et psychologiques et aux menaces à la dignité et au bien-être d'une personne, à les minimiser ou à les éviter. Ainsi, des mesures et interventions spécifiques doivent être mises en œuvre dès le début d'une crise afin d'atténuer, de combattre et de prévenir la VBG, puis poursuivies au cours des phases de transition et de relèvement, et ce, dans tous les programmes et secteurs de l'OIM.

Les opérations de crise qui ne tiennent pas compte des vulnérabilités face à la VBG ne respectent pas pleinement les normes communes qui promeuvent l'égalité des sexes, les approches tenant compte des risques de conflit ou les principes de protection. De telles opérations risquent donc d'exacerber le risque de VBG et constituent un manquement de la part de

l'Organisation à la promotion, au respect et à la protection des droits des populations affectées, en particulier des femmes et des filles<sup>3</sup>.

Au travers de son Département des opérations et des situations d'urgence, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a déployé des efforts concertés pour transformer la façon dont elle lutte contre la VBG en situation de crise. L'Organisation a renforcé sa compréhension des défis rencontrés dans ce domaine et a documenté les enseignements tirés et les bonnes pratiques

### À RETENIR

**Les crises migratoires** désignent les flux migratoires complexes et souvent massifs, ainsi que les schémas de mobilité engendrés par une crise, qui placent généralement les personnes et les communautés touchées dans un état de grande vulnérabilité et posent des problèmes de gestion des migrations aigus et de longue durée. Une crise migratoire peut survenir brusquement ou s'installer progressivement, découler de facteurs naturels ou d'actions humaines, et se dérouler dans les limites d'un territoire national ou transcender les frontières (Cadre opérationnel de l'OIM en cas de crise migratoire, 2012).

<sup>1</sup> Conformément à la terminologie adoptée par le Comité permanent interorganisations, l'Organisation internationale des migrations (OIM) utilise le terme « violence basée sur le genre » (VBG) et reconnaît la violence sexuelle comme l'une des formes de VBG. D'autres organisations utilisent cependant le terme « violence sexuelle et sexiste ». Pour de plus amples informations à ce sujet, veuillez consulter les directives du Comité permanent interorganisations intitulées *Directives pour l'intégration d'interventions ciblant la violence basée sur le genre dans l'action humanitaire: Réduction des risques, promotion de la résilience et aide au relèvement* (ci-après, *Directives relatives à la VBG*) (2015), p. 322.

<sup>2</sup> La VBG enfreint une série de droits humains, à savoir le droit à la vie, le droit à la sécurité de la personne, le droit de ne pas être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le droit à une protection égale au regard de la loi, le droit à l'égalité dans la famille, et le droit au meilleur état de santé physique et mentale possible (Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 1992). La VBG enfreint également le droit à la santé, le droit à la non-discrimination et le droit à des conditions de travail justes et favorables. Plusieurs résolutions successives du Conseil de sécurité des Nations Unies ont qualifié certaines des plus graves formes de VBG de menaces pour la paix et la sécurité internationale. Voir par exemple les résolutions RES/1820, RES/1888 et RES/2106. Consulter également les *Directives relatives à la VBG* du Comité permanent interorganisations, 2015, p. 5 et 16.

<sup>3</sup> La VBG figure dans les engagements des hauts responsables du Comité permanent interorganisations sur la place centrale de la protection dans l'action humanitaire. La lutte contre la VBG est l'une des principales responsabilités des coordonnateurs humanitaires et des équipes de pays pour l'action humanitaire, considérée dans les termes de référence de ces dernières comme l'un des quatre problèmes auxquels les équipes d'intervention doivent prêter particulièrement attention.

émergentes afin de créer le présent Cadre institutionnel de lutte contre la violence basée sur le genre en situation de crise (ci-après, le « Cadre »)<sup>4</sup>. Ce premier cadre spécialisé de l'Organisation est accompagné d'un manuel consacré à la mise en œuvre des interventions stratégiques du Cadre<sup>5</sup>.

Le principal objectif du Cadre est d'assurer la sécurité, la dignité et le bien-être de toutes les personnes touchées par les crises, en particulier les femmes et les filles. Il veille également à ce que ces populations aient un accès équitable, prioritaire, intégré et coordonné à l'ensemble des opérations de crise de l'OIM. Le Cadre explique pourquoi et comment l'OIM lutte contre la VBG en situation de crise et définit la vision de l'Organisation et la portée de ses actions à travers trois approches institutionnelles :

1. **L'atténuation des risques** : atténuer les risques de VBG dans toutes les opérations de crise et ne pas nuire à autrui ;
2. **Le soutien aux survivant(e)s**<sup>6</sup> : faciliter l'accès aux services multisectoriels centrés sur les survivant(e)s ; et
3. **La résolution des causes profondes** : contribuer à modifier progressivement les conditions qui perpétuent la VBG.

L'approche de l'OIM consistant à soutenir les survivant(e)s met tout en œuvre pour ne pas créer de laissés-pour-compte et s'assurer que tou(te)s les survivant(e)s ont accès aux soins et aux services dont elles/ils ont besoin. Les approches de prévention et d'atténuation des risques ont été conçues sur la base d'études démontrant que les femmes et les filles sont touchées de façon disproportionnée par la VBG et ont le plus grand besoin de protection contre cette forme de violence.

Le Cadre vient renforcer la redevabilité de l'OIM vis-à-vis des populations touchées par les crises, des partenaires et des donateurs en formulant une approche solide et cohérente qui se focalise sur des interventions de qualité en matière de lutte contre la VBG et en les promouvant comme partie intégrante des opérations de crise de l'OIM. Le Cadre aborde tout d'abord les notions fondamentales de la VBG, puis les conséquences de son application dans les situations de crise ou les contextes fragiles. Le Cadre présente ensuite les politiques institutionnelles et les engagements mondiaux de l'OIM relatifs à la lutte contre la VBG dans les situations de crise. Il termine par un aperçu de ses principes et une présentation de son modèle opérationnel. Ce modèle expose les principales conclusions et les interventions stratégiques qui peuvent orienter les programmes d'urgence de l'OIM, selon les capacités opérationnelles et les avantages stratégiques et en fonction des besoins et lacunes des programmes de lutte contre la VBG dans un contexte précis.

L'atténuation et la prévention des VBG, ainsi que la lutte contre ces formes de violence, doivent être un effort collectif. Le Cadre fournit les bases au personnel de l'OIM pour lui permettre de renforcer son engagement et sa contribution aux efforts collectifs du système des Nations Unies, de la société civile et des partenaires déployés pour lutter contre la VBG à l'échelle mondiale. Les opérations de crise humanitaire de l'OIM sont guidées par les principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance. Face aux crises, l'impératif humanitaire appelant à sauver des vies, soulager les souffrances et préserver la dignité doit prévaloir.



DÉS FEMMES FONT LA QUEUE POUR RECEVOIR DE L'AIDE DANS LE CAMP DE RÉFUGIÉS ROHINGYA DE BALUKHALI, DANS LE DISTRICT DE COX BAZAR (BANGLADESH). © OIM 2018/OLIVIA HEADON

4 Le présent Cadre est le résultat de vastes consultations sur le terrain menées dans les locaux des sièges et dans neuf bureaux régionaux et de pays de l'OIM, qui ont impliqué 208 membres du personnel, ainsi que des partenaires externes. Un examen technique du Cadre a été réalisé sur le terrain et à l'échelle du siège.

5 Le manuel est en cours d'élaboration et devrait être publié courant 2020.

6 Les termes « survivant(e) » et « victime » sont souvent utilisés indifféremment. Le terme « victime » relève plutôt du vocabulaire juridique et médical, tandis que le terme « survivant(e) » est privilégié dans les domaines du soutien social et psychosocial en raison du concept inhérent de résilience qui le sous-tend. L'OIM utilise le terme « survivant(e) » dans le cadre de la lutte contre les VBG.

# CHAPITRE 1

## CONCEPTS CLÉS DE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE EN SITUATION DE CRISE

### DÉFINITION DE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

Le Comité permanent interorganisations définit la violence basée sur le genre comme « tout acte préjudiciable commis contre le gré de quelqu'un en se fondant sur les différences établies par la société entre les hommes et les femmes (le genre). Sont concernés tous les actes causant un préjudice ou des souffrances physiques, psychologiques ou sexuelles, la menace de tels actes, la contrainte et d'autres privations de liberté, que ce soit dans la sphère publique ou dans la sphère privée<sup>7</sup>. »

#### Comprendre la définition

Les hommes, les femmes, les garçons et les filles touchés par les crises sont exposés à différents risques liés à la protection. Pour éviter tout préjudice et faciliter la protection des populations, il est essentiel de comprendre en quoi ces risques affectent différemment les hommes et les femmes et les différentes classes d'âge<sup>8</sup>. Toutefois, toutes les violences ne sont pas perpétrées sur la base de l'âge ou du sexe d'une personne, mais ces critères peuvent influencer la manière dont la violence est vécue par la victime.

La VBG est un risque lié à la protection en particulier. Ce terme s'est généralisé pour décrire la violence à l'égard des femmes et des filles en particulier, qui est ici définie comme « basée sur le genre » afin de souligner le fait qu'une telle violence repose principalement sur les inégalités entre les sexes et est

perpétrée par des lois et institutions patriarcales, des cultures hétéronormatives et des normes sociales néfastes.

Les actes de VBG ne devraient pas être considérés comme un phénomène ponctuel et isolé, mais plutôt comme des abus qui s'inscrivent dans un continuum de violences généré par une répartition inégale du pouvoir entre les sexes. Imaginer un continuum de violences permet d'apprécier pleinement la portée de la VBG et de mieux comprendre que cette forme de violence peut survenir n'importe où et à n'importe quel moment, que ce soit dans un contexte de crise ou non, dans une sphère publique ou privée.

De manière générale, les effets de la discrimination, des stéréotypes de genre et des attentes et comportements qui prennent racine dans les inégalités entre les sexes touchent principalement les femmes et les filles. Néanmoins, ils peuvent également générer des violences à l'encontre d'autres groupes de personnes, en raison de leur orientation sexuelle, leur identité de genre, l'expression de leur genre ou leurs caractéristiques sexuelles. Il est important de comprendre que les violences basées sur le genre ou l'orientation sexuelle peuvent également toucher les hommes et les garçons<sup>9</sup>.

L'approche de l'OIM à l'égard des VBG est alignée sur la définition de ce terme donné par le Comité permanent interorganisations, à savoir un acte préjudiciable perpétré contre le gré d'une personne, homme ou femme, sur la base de son genre. Cette

<sup>7</sup> Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 5.

<sup>8</sup> Par exemple, l'analyse par sexe permet de déterminer si les hommes et les garçons sont plus à risque que les femmes et les filles d'être enrôlés de force dans des groupes armés, d'être contraints au travail forcé ou de se faire tuer. Voir : Comité permanent interorganisations, *Le guide des genres pour les actions humanitaires*, 2017, p. 24.

<sup>9</sup> Des données récentes ont révélé l'utilisation de violences sexuelles à l'égard des hommes consistant à les émasculer et à exercer un pouvoir sur eux, de manière similaire aux violences basées sur le genre exercées contre les femmes et les filles. Conformément à la stratégie du domaine de responsabilité Violence basée sur le genre, l'OIM examine quels types de violence touchant les hommes et les garçons sont considérés comme des VBG et cherche des orientations quant à la manière d'aider au mieux les survivant(e)s d'agressions sexuelles. En outre, ont été signalés des cas de VBG perpétrés à l'égard de personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) pour les punir de ne pas se conformer aux comportements et normes liés au genre dominants. Voir : « Lois et pratiques discriminatoires et actes de violence dont sont victimes des personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre », du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (A/HRC/19/41), 2011. Disponible à [www.ohchr.org/documents/issues/discrimination/a.hrc.19.41\\_french.pdf](http://www.ohchr.org/documents/issues/discrimination/a.hrc.19.41_french.pdf).

définition sous-tend le fait qu'un acte de violence à l'égard d'autres personnes que des femmes doit également prendre racine dans les inégalités entre les sexes pour être considéré comme basé sur le genre<sup>10</sup>.

L'approche du genre adoptée par l'OIM évolue progressivement pour tenir compte du fait que d'autres dimensions de l'identité, telles que l'âge, la race, la religion, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle, les capacités physiques et le statut socioéconomique, s'entremêlent pour créer des expériences, des privilèges et des vulnérabilités uniques et spécifiques à l'échelle individuelle. Les interventions de lutte contre la VBG devraient opérer à travers le prisme de « l'intersectionnalité » et tenir compte de la manière dont les vulnérabilités et les expériences liées à la VBG diffèrent en fonction des autres caractéristiques de l'identité.

## VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE : FORMES, TYPES ET CONSÉQUENCES

### Violence basée sur le genre : formes et types de « préjudice »

La VBG peut revêtir de nombreuses formes différentes<sup>11</sup>. La communauté internationale des secteurs de l'humanitaire, du développement, des droits humains et de la sécurité utilise divers acronymes, typologies et définitions. Pour les besoins du présent Cadre, les acteurs humanitaires utilisent principalement l'outil de classification du Système de gestion des informations sur la violence basée sur le genre (GBVIMS)<sup>12</sup> pour la prestation de services liés à la violence basée sur le genre. Cet outil classifie les cas de VBG selon six principales catégories d'actes préjudiciables :

- Viol ;
- Agression sexuelle ;
- Agression physique ;
- Mariage forcé ;
- Dénier de ressources, de possibilités ou de services ;
- Violence psychologique ou émotionnelle.



10 S. Ferro Ribeiro et D. van der Straten Ponthoz/Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, *International Protocol on the Documentation and Investigation of Sexual Violence in Conflict*, deuxième édition (mars 2017), section II (chapitre 2) et section VII (chapitre 17). Disponible à : [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/598335/International\\_Protocol\\_2017\\_2nd\\_Edition.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/598335/International_Protocol_2017_2nd_Edition.pdf) (consulté le 24 août 2018).

11 Consulter l'annexe II pour les formes ou types de VBG les plus courants.

12 L'outil de classification des actes de VBG a été élaboré par le Système de gestion des informations sur la violence basée sur le genre (GBVIMS). L'outil est disponible à : [www.gbvim.com/gbvims-tools/](http://www.gbvim.com/gbvims-tools/).





DES FEMMES ROHINGYA DANS UN ESPACE DE L'OIM CONSACRÉ AUX FEMMES DANS LE CAMP DE RÉFUGIÉS DE BALUKHALI, DANS LE DISTRICT DE COX BAZAR (BANGLADESH). © OIM 2017/OLIVIA HEADON

Dans cette typologie, chaque acte de VBG est considéré comme un acte préjudiciable indépendant. L'accent est mis sur l'acte préjudiciable en lui-même plutôt que sur l'auteur ou sur le contexte dans lequel l'acte a été commis<sup>13</sup>.

Cette typologie est celle utilisée par l'OIM. Elle s'avère utile sur le plan programmatique, car elle se concentre avant tout sur le préjudice subi par le ou la survivant(e). Le préjudice englobe aussi bien la menace, que les conséquences ou l'incidence des VBG<sup>14</sup> et plusieurs personnes peuvent être affectées différemment par la même forme de VBG. Les interventions de l'OIM doivent contribuer à remédier au préjudice en lui-même, à le minimiser ou à l'éviter. Néanmoins, la réussite des programmes de lutte contre la VBG repose également sur une bonne compréhension des moteurs et des schémas de préjudice, des facteurs ayant contribué à la survenue du préjudice et des différents environnements et contextes dans lesquels le préjudice a été commis et l'/les auteur(s) est/sont impliqué(s), en particulier lors des phases de conception et de mise en œuvre du programme.

### Comprendre les difficultés relatives aux typologies

Les interventions de l'OIM se concentrent sur les préjudices subis afin de surmonter certains des obstacles dus aux limitations de telle ou telle typologie des cas de VBG. Par exemple, l'Outil de classification du GBVIMS uniformise et compartimente les actes de VBG, ce qui permet de collecter des données comparables du point de vue statistique. Toutefois, un seul acte de violence basée sur le genre entraîne fréquemment plusieurs préjudices pour un ou une survivant(e), qui sont souvent interdépendants, l'un des préjudices en entraînant un autre. Ainsi, un acte de traite

d'êtres humains à des fins sexuelles peut être classé comme viol ou violence sexuelle, mais les circonstances de la violence, telles que le fait d'être trompé et contraint, doivent aussi être prises en compte. De même, un acte de violence au sein du couple peut être considéré comme une violence physique, sans pour autant tenir compte des éventuels autres actes de violence qui l'accompagnent, tels que le déni de ressources ou la violence psychologique, et du fait que l'auteur de l'acte est le partenaire du/de la survivant(e).

Bien qu'il soit important de classer les actes de violence dans ces six principales catégories afin d'étayer la prestation de services, il est aussi primordial d'analyser et de comprendre quels sont les facteurs, les schémas et l'/les auteur(s) des actes de violence. Quelle que soit la catégorie de VBG, la violence (que ce soit la menace de violence, la contrainte ou la violence en elle-même) est utilisée dans le but de subordonner, d'affaiblir, de punir ou de contrôler. Le sexe de l'auteur et du/de la survivant(e) joue un rôle essentiel pour comprendre la forme de violence perpétrée, mais aussi la manière dont la société les tolère ou y répond. Cela détermine notamment si la survivante ou le survivant de VBG sera en mesure ou aura la volonté de demander de l'aide, de chercher du soutien ou d'obtenir justice.

Enfin, les difficultés rencontrées dans le choix d'une typologie spécifique sont dues au fait que les termes et définitions varient considérablement à l'échelle locale. Souvent, le langage utilisé pour faire référence aux différentes formes de VBG est « codé » (par exemple, « il m'a insulté(e) » pourrait faire référence, entre autres, à une violence émotionnelle ou à un déni des droits ou des ressources ; et « il m'a sali(e) » pourrait aller de la transgression d'une norme sociale à la violence physique). La

<sup>13</sup> GBVIMS, Outil de classement de la violence basée sur le genre, p. 1.

<sup>14</sup> Pour demander réparation pour certaines formes de VBG, par exemple pour des violences sexuelles, il est plus important de documenter le préjudice causé que d'essayer de prouver qui a commis le crime. Cette démarche va dans le sens de l'approche axée sur le/la survivant(e), qui sous-tend les interventions de lutte contre la VBG de l'OIM.

définition des formes de violence est propre à chaque culture et peut ne pas être conforme aux typologies de la VBG définies au niveau international<sup>15</sup>.

### Violence basée sur le genre : conséquences

La VBG a des conséquences négatives dramatiques pour la personne qui en est victime, souvent désignée par le terme « survivant(e) ». Ces conséquences peuvent être à court ou à long terme et affecter les survivant(e)s de VBG eux-mêmes, mais aussi leur famille ou leur communauté. Dans le pire des cas, la VBG peut être fatale.

Bien que l'expérience de la VBG soit différente pour chaque personne, cette forme de violence entraîne fréquemment les conséquences suivantes :

- *La mort*<sup>16</sup> : les décès tels que les féminicides, les crimes d'honneur ou les suicides entrent dans cette catégorie.
- *Des séquelles physiques* : blessures immédiates et à long terme, telles que les problèmes de santé sexuelle et reproductive, les grossesses non désirées et les infections sexuellement transmissibles, comme le VIH.
- *Des conséquences mentales et psychosociales* : réactions post-traumatiques, anxiété, dépression et autres troubles mentaux ; pensées et comportements suicidaires ou autodestructeurs ; troubles et dysfonctionnements sexuels ; stigmatisation, isolement, ostracisme, atteinte à la réputation, divorce ou annulation de mariage et autres sources de préjudice moral ; atteinte à l'harmonie spirituelle<sup>17</sup> ; difficultés liées à la naissance, l'acceptation et l'éducation des enfants issus d'un viol ; et la transmission transgénérationnelle de pensées et sentiments négatifs qui affectent des familles et communautés entières.
- *Des conséquences socioéconomiques* : perte de revenu ou de possibilités de revenu ; pertes de possibilités d'emploi, d'éducation et d'avantages sociaux ; frais médicaux engendrés et coût des futurs soins de rééducation, dont les soins psychologiques ; coûts des poursuites judiciaires (honoraires d'experts ou d'une assistance juridique) ; coûts liés à l'éducation d'un enfant né à la suite d'un viol ou à l'éducation d'un enfant en tant que parent survivant célibataire en raison de l'annulation d'un mariage ou d'un remariage et mise à l'écart de la cellule familiale ; et déplacement.
- *Des conséquences juridiques* : arrestation, détention et peine pour relations sexuelles hors mariage ou adultère ou relations homosexuelles dans les pays où de tels comportements sont illégaux ; absence de mesures de protection des témoins au cours d'enquêtes ou de procès.

Les conséquences d'un acte de VBG peuvent entraîner une série d'autres difficultés affectant plusieurs aspects de la vie d'un ou d'une survivant(e). Par exemple, le bien-être physique est lié au bien-être psychologique, qui, à son tour, influe sur les possibilités

socioéconomiques qui s'offrent à un/une survivant(e). En temps de crise, ces difficultés et les conséquences d'un acte de VBG peuvent être masquées par d'autres formes d'événements traumatisants, de violence et d'instabilité survenant dans l'ensemble de la population, empêchant ainsi un/une survivant(e) de traiter les conséquences d'un acte de violence et les programmes d'urgence de prendre en compte toute l'étendue du préjudice.

C'est pourquoi l'approche de l'OIM consiste à comprendre les besoins des survivant(e)s de manière globale et à prendre en compte tous les impacts des actes de VBG pour les individus, leur famille et leur communauté. Tout manquement à cette approche peut entraver la capacité d'une personne à guérir et la faculté des sociétés à se rétablir.

### CAUSES PROFONDES ET FACTEURS FAVORISANT LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

Les rapports de force inéquitables et les normes de genre patriarcales sont à l'origine de la VBG. Pendant les périodes

#### À RETENIR

De manière générale, les programmes **qui s'attaquent aux causes profondes** de la VBG sont qualifiés de programmes de **prévention** ; les programmes qui **se concentrent sur l'expérience de la VBG et ses conséquences** sont qualifiés de **programmes d'intervention** ; et les programmes qui traitent les **facteurs favorisant la VBG** sont qualifiés de programmes d'**atténuation des risques**.

**Les programmes de lutte contre la VBG** font référence à un spectre complet de programmes d'urgence visant à lutter contre la VBG. Ils englobent aussi bien des programmes spécialisés dans la prévention de la VBG et la lutte contre la VBG, que des programmes d'atténuation des risques.

**L'intégration transversale de la VBG ou la programmation non spécialisée** désigne le processus consistant à s'assurer que tous les programmes d'urgence : 1) n'engendrent ou n'aggravent pas les risques de VBG ; 2) cherchent de manière proactive à identifier les risques de VBG et à prendre des mesures pour les atténuer, à la fois dans l'environnement et dans la conception et la mise en œuvre du programme (atténuation des risques) ; et 3) facilitent et contrôlent de façon proactive l'accès sécurisé des populations vulnérables aux services. L'intégration des questions de VBG se distingue des programmes spécialisés dans la lutte contre la VBG, en étant toutefois complémentaire.

**La programmation spécialisée**, aussi appelée programmation ciblée de la lutte contre la VBG, se concentre sur des programmes de prévention de la VBG et des interventions de lutte contre la VBG techniques et complètes, destinés aux survivant(e)s.

Voir l'annexe I « Glossaire » pour de plus amples informations.

<sup>15</sup> Par exemple, dans de nombreux contextes, l'abandon de conjointe, à savoir l'abandon par le mari de l'épouse et des enfants dans un autre pays ou environnement à la suite d'une migration ou d'un déplacement, a été décrit par les femmes elles-mêmes comme une forme brutale de violence à l'égard des femmes qui ouvre la porte à d'autres formes de violence. Malgré cela, il n'existe pas de terme communément utilisé par le réseau de praticiens œuvrant en faveur de la lutte contre la VBG pour décrire de manière adéquate l'abandon.

<sup>16</sup> La mort peut être une conséquence directe d'un acte de VBG, provoquée directement par l'auteur principal. Elle peut également être une conséquence d'un acte de VBG « secondaire », par exemple un crime d'honneur, un suicide ou une exécution par les autorités à la suite du premier acte de VBG.

<sup>17</sup> Ceci est le cas dans certaines cultures ou dans certains groupes ethniques, en particulier ceux déplacés de force de leur territoire et incapables de ce fait de s'adonner à leurs pratiques traditionnelles.



de stabilité, les comportements, les croyances, les normes, les structures, les pratiques et parfois les lois peuvent promouvoir ou condamner les discriminations basées sur le genre et les rapports de force déséquilibrés. Les taux de prévalence montrent qu'environ 35 % des femmes dans le monde ont subi des violences physiques ou sexuelles au sein de leur couple ou des violences sexuelles perpétrées par une autre personne que leur partenaire<sup>18</sup>. La prévention de la VBG ne peut porter ses fruits que si ces attitudes, croyances, normes et autres sont traitées et progressivement modifiées – un processus qui prend du temps.

Certains facteurs augmentent ou diminuent la probabilité d'une personne de subir une forme de VBG. Parmi eux, certains augmentent la résilience (facteurs de protection), tandis que d'autres l'affaiblissent (facteurs de risque)<sup>19</sup>. Bénéficier du soutien de sa famille ou de sa communauté et avoir accès à des services de qualité et des ressources essentielles sont des facteurs généralement reconnus comme contribuant à une meilleure résilience individuelle. La VBG peut être atténuée en réduisant les facteurs de risque et en promouvant les facteurs de protection.

De manière générale, les contextes de crise contribuent à augmenter les risques de VBG du fait, par exemple, des déplacements et des séparations familiales, de la perturbation des relations, de la rareté des ressources essentielles pour subvenir aux besoins élémentaires, de l'abus de substances psychoactives, de l'effondrement des systèmes de protection communautaires ou étatiques (tels que la sécurité et l'État de droit), de la perturbation des services communautaires, de la modification des normes culturelles et liées au genre (notamment vers une plus grande acceptation de la violence), de l'affaiblissement des

infrastructures, de la militarisation<sup>20</sup>, et de la discrimination ethnique et raciale accrue.

La réponse choisie face à une crise peut également exacerber les inégalités entre les sexes préexistantes et accroître le risque d'émergence de nombreuses formes de VBG.

Les mesures d'atténuation des risques de VBG ne s'attaquent qu'aux facteurs contributifs. Tant que les discriminations basées sur le genre et les inégalités entre les sexes resteront répandues, les populations touchées par les crises seront exposées tout au long de leur vie à de multiples formes et à de nombreux cas de VBG, y compris aux VBG « secondaires » découlant d'un premier acte<sup>21</sup>.

### LIENS ENTRE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE ET LES CRISES

La VBG peut jouer le rôle de catalyseur du mouvement. La VBG peut être perpétrée dans l'intention précise de causer des déplacements de populations ou ces déplacements peuvent être un moyen de fuir des attaques systématiques et généralisées, notamment des violences sexuelles répétées. Dans des contextes de conflit ou de catastrophes naturelles dans lesquels les VBG sont perpétrées en toute impunité, y compris via des pratiques culturelles telles que les mutilations génitales féminines (MGF), le mariage précoce ou l'existence de taux élevés de violence domestique, les VBG peuvent être le facteur poussant les populations à se déplacer afin de fuir ces régions considérées comme dangereuses. Dans certains pays d'intervention de l'OIM, le mariage forcé et la violence au sein du



ABRI DURABLE D'UNE PIÈCE CONSTRUIT PAR DES BÉNÉFICIAIRES AVEC L'AIDE DE L'OIM À LA SUITE DES INONDATIONS DE 2011 AU PAKISTAN. © OIM 2013

18 OMS, *Global and Regional Estimates of Violence against Women: Prevalence and Health Effects of Intimate Partner Violence and Non-partner Sexual Violence* (Genève, 2013). Disponible à <http://apps.who.int/iris/handle/10665/85239>.

19 Voir l'annexe III pour la liste des facteurs favorisant la VBG.

20 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 1.

21 Parmi les VBG « secondaires » figurent notamment les abus perpétrés par les personnes à qui l'acte de violence est signalé, les crimes d'honneur à la suite d'une agression sexuelle ou les mariages forcés avec l'auteur des violences.

couple ont contraint des femmes et des filles à fuir vers les pays voisins. Les persécutions liées au genre en particulier peuvent revêtir la forme de VBG, notamment de violence domestique, de MGF ou de crime d'honneur, de discriminations cumulatives et de peines disproportionnées<sup>22</sup>. La violence sexuelle pratiquée comme forme de torture dans les centres de détention est l'une des raisons identifiées pour expliquer pourquoi des personnes, en particulier des hommes, choisissent de fuir le pays une fois libérées.

### Considérations relatives à la violence basée sur le genre en situation de crise

Pour de nombreuses personnes, la VBG peut être facteur déterminant du déplacement. Le mouvement lui-même peut être initié, par exemple, par l'exploitation sexuelle, le trafic de migrants ou la traite d'êtres humains<sup>23</sup>. Les abus sexuels sont un risque courant lors des déplacements et l'exploitation sexuelle est fréquente le long des routes migratoires<sup>24</sup>. De plus, les vulnérabilités des populations en mouvement, le manque de conditions de vie sûres et l'absence de structures communautaires stables peuvent élever le risque de VBG. Les changements de dynamiques familiales et la perte des moyens de subsistance peuvent ancrer un peu plus encore les normes<sup>25</sup> et pratiques néfastes liées au genre, telles que le mariage précoce, ou accroître la violence au sein du couple. La vulnérabilité des femmes et des filles, en particulier, peut s'accroître en raison du manque de sécurité physique, du manque d'infrastructures, de l'aménagement et de la surpopulation des sites d'accueil des personnes déplacées, ainsi que du manque d'accès aux services. La faible participation des bénéficiaires des interventions d'urgence à la prise de décision et la consultation insuffisante de ces derniers par les acteurs responsables de l'élaboration des programmes les exposent à des risques d'autant plus grands<sup>26</sup>. En outre, la présence renforcée de forces de maintien de la paix en période de crise et l'afflux important d'équipes d'intervention d'urgence peuvent accroître le risque d'exploitation ou d'abus sexuels (EAS) par les prestataires de service si leurs organisations respectives n'ont pas mis en place des procédures de contrôle du personnel adaptées, une politique institutionnelle clairement définie interdisant de telles fautes, des formations du personnel, des mécanismes de dépôt de plainte accessibles et des mesures disciplinaires et d'enquête suffisantes. Il est important de tenir compte de ces considérations non seulement au début d'une crise, mais aussi en cas de situation prolongée.

### Considérations relatives à la violence basée sur le genre après les crises

La fin d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle marque rarement la fin des VBG et la fragilité persistante des environnements d'après-crise peut en réalité exacerber certaines de ses formes. C'est pourquoi les initiatives de reconstruction et de renforcement de la paix et de la sécurité mises en place après la crise doivent veiller à ce que la lutte contre la VBG reste l'une de leurs priorités et que les programmes liés à la VBG qui ont été mis en place pendant la crise soient maintenus. Des études ont démontré notamment que le risque de violence au sein du couple augmente après un conflit, ce qui souligne l'importance d'identifier et de combattre les causes et les schémas de ces violences au travers des programmes de transition et de relèvement.

Les données empiriques démontrent un lien étroit et extrêmement important entre le niveau de sécurité des femmes et la stabilité nationale et internationale. Les environnements d'après-crise restent souvent fragiles et peuvent montrer des faiblesses sur le plan de la cohésion sociale et de l'accessibilité aux services essentiels. Ainsi, la réussite des activités promouvant des solutions durables au déplacement, à la stabilisation des communautés et à la consolidation de la paix est conditionnée par leur capacité à prendre en charge les problèmes de VBG potentiels et existants, à combattre les normes sociales et de genre discriminatoires, à transformer les systèmes qui perpétuent les inégalités entre les sexes et à exercer un impact positif sur la santé, la sécurité et le bien-être immédiats et à long terme des femmes et des filles. Par exemple, il a été prouvé que les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration et de rapatriement et réinsertion augmentent le risque pour les jeunes filles d'être victimes de VBG. Lorsque le soutien est refusé aux femmes et aux filles, car leur rôle en tant que non-combattantes n'est pas reconnu, qu'aucune aide n'est accordée aux individus en raison de contraintes budgétaires ou que les moyens de subsistance sont insuffisants pour répondre aux besoins de la vie courante, des stratégies inadaptées peuvent être employées, y compris le recours à des relations sexuelles rémunérées. Un logement inadapté pour les rapatriés, du point de vue de l'emplacement et de la sécurité physique, peut augmenter considérablement les risques que courent ses occupants, en particulier les ménages dirigés par une femme, tout comme les interventions en faveur des moyens de subsistance qui ne sont pas viables et qui ne tiennent pas compte de

22 Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Principes directeurs sur la protection internationale : la persécution liée au genre dans le cadre de l'article 1A(2) de la Convention de 1951 et/ou son Protocole de 1967 relatifs au Statut des réfugiés, HCR/GIP/02/01 (7 mai 2002). Disponible à [www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=487dc4ae2](http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=487dc4ae2).

23 Voir : OIM, *A Manual to Address Human Trafficking in Humanitarian Settings, Strategies and Tools for IOM Staff* (à paraître).

24 OIM, *The Other Migrant Crisis: Protecting Migrant Workers against Exploitation in the Middle East and North Africa*, Genève, 2015, disponible à <https://publications.iom.int/books/other-migrant-crisis-protecting-migrant-workers-against-exploitation-middle-east-and-north> ; UNICEF, « Un périple meurtrier pour les enfants : sur la route de la Méditerranée centrale », UNICEF - SOS Enfants, février 2017.

25 Par exemple, les rôles socialement attribués aux hommes et aux garçons peuvent leur faire courir un risque disproportionné d'être enrôlés de force dans des groupes armés. Même si ce risque n'est généralement pas considéré comme une VBG, cet exemple illustre la manière dont les personnes peuvent être affectées différemment par les crises en fonction de leur âge et de leur genre. Par ailleurs, des données récentes ont montré que les garçons associés aux forces armées et aux groupes armés couraient un risque plus élevé de subir des violences sexuelles.

26 Les dynamiques d'exclusion des personnes LGBTI sont exacerbées en temps de crise et les personnes transgenres sont particulièrement vulnérables aux violations des droits de l'homme lorsque leur identité de genre ou l'expression de leur genre ne correspond pas au nom ou au sexe indiqué sur leurs documents officiels. Ceci peut avoir une incidence particulièrement forte sur leur accès à l'aide et leur protection en temps de crise. Voir : Assemblée générale des Nations Unies, « Rapport de l'Expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre », Conseil des droits de l'homme, trente-huitième session, 18 juin-6 juillet 2018, A/HRC/38/43 (11 mai 2018). Disponible à [http://ap.ohchr.org/documents/dpage\\_e.aspx?si=A/HRC/38/43](http://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/38/43).





UN EXPERT EN AMÉNAGEMENT DE SITES DE L'OIM FORME DES PARTENAIRES DE GESTION ET COORDINATION DES CAMPS ET DE L'HÉBERGEMENT À LA RÉALISATION D'ÉVALUATIONS DE LA SÉCURITÉ DANS LE BUT D'IDENTIFIER ET DE LUTTER CONTRE LES RISQUES DE VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE SUR LES SITES ACCUEILLANT DES POPULATIONS DÉPLACÉES À CAUSE DU CONFLIT. © OIM 2017/MONICA NORIEGA (MAIDUGURI, NIGÉRIA)

Les victimes/survivant(e)s de violence sexuelle liée au conflit ont le droit de bénéficier de diverses mesures judiciaires. Ces dernières peuvent comprendre des mesures de redevabilité, de recherche de la vérité et de reconnaissance, de réparation et de garantie de non-répétition. L'OIM possède une solide expérience en matière de réparation pour les victimes/survivant(e)s de violation des droits humains en général et les victimes/survivant(e)s de violence sexuelle liée au conflit en particulier. Dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes de réparation, l'OIM adhère aux quatre principes de programmation, à savoir l'adoption d'une approche axée sur la victime/le ou la survivant(e), le respect des normes internationales, l'efficacité et les performances. Le principe de programmation le plus important dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures de réparation pour les victimes de violence sexuelle liée au conflit est l'approche axée sur la victime/le ou la survivant(e). Cela suppose de prendre en compte les besoins et les attentes des victimes/survivant(e)s grâce à des processus d'évaluation et de consultation rigoureux, tout en évitant les traumatismes secondaires, la divulgation et la stigmatisation. Les mesures de réparation pour les victimes/survivant(e)s de violence sexuelle liée au conflit peuvent revêtir plusieurs formes, allant de la simple reconnaissance, à l'intégration dans la planification et la programmation, en passant par la compensation financière, le soutien psychosocial, les soins de santé et le soutien médical, l'amélioration de l'accès aux services réguliers, le soutien éducatif et l'appui aux moyens de subsistance.

la dimension de genre<sup>27</sup>. Le manque de participation des femmes et des filles aux efforts de consolidation de la paix et de gestion des conflits peut accroître les risques de VBG lors du retour ou de la phase de transition. En outre, le manque de sanction à l'encontre des auteurs de violence sexuelle liée aux conflits et l'absence de justice pour les survivant(e)s ainsi que leur participation insuffisante aux processus de rétablissement et de consolidation de la paix sont souvent considérés comme des facteurs contribuant à l'inefficacité des processus de paix à travers le monde. Ces manquements peuvent avoir des répercussions néfastes sur les individus et les communautés affectés, ainsi que sur la cohésion sociale et la stabilité.

Plusieurs résolutions successives du Conseil de sécurité des Nations Unies<sup>28</sup> ont appelé à intégrer des dispositions relatives à la lutte contre la violence sexuelle dans les programmes de paix, de médiation, de cessez-le-feu et d'amnistie. Les efforts déployés pour soutenir les réformes institutionnelles, politiques et juridiques d'après-crise, ainsi que les autres services d'intervention, doivent répondre au besoin de mettre en place – ou de restaurer et de remettre en état – une réponse holistique intégrée en faveur des survivant(e)s de VBG.

27 OIM et Women's Refugee Commission (WRC), « Women's participation in camp governance structures – learning report », décembre 2017.

28 Résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies : RES/1820, RES/1888 et RES/2106.





LE PERSONNEL DE L'OIM DISTRIBUE DES ARTICLES NON ALIMENTAIRES AUX FAMILLES DE RÉFUGIÉS SYRIENS À HATAY, TURQUIE.  
© OIM 2016/MUSE MOHAMMED



# CHAPITRE 2

## POLITIQUES INSTITUTIONNELLES ET ENGAGEMENTS MONDIAUX DE L'OIM

### POLITIQUES INSTITUTIONNELLES

La lutte contre la violence basée sur le genre (VBG) est au cœur du mandat de l'OIM qui consiste à respecter, protéger et assurer l'exercice des droits des personnes et à protéger la sécurité, l'intégrité physique, le bien-être et la dignité des personnes auxquelles l'Organisation cherche à venir en aide<sup>29</sup>.

La responsabilité première de prévention et de lutte contre la VBG incombe aux États. L'OIM s'est engagée à soutenir les efforts des États visant à honorer cette responsabilité, ainsi que leurs obligations générales de protection et d'assistance aux personnes affectées par les crises. L'OIM veille à garantir que toutes les personnes touchées par les crises aient un meilleur accès à leurs droits fondamentaux de protection et d'assistance, en leur en donnant les moyens et en soutenant les États<sup>30</sup>.

Au cours de ces dernières années, l'OIM a œuvré en faveur du renforcement de ses politiques institutionnelles et de ses engagements liés au genre et à la protection dans le cadre de la gestion des crises.

Le Cadre opérationnel de l'OIM en cas de crise migratoire (COCM) constitue le fondement de l'approche de l'Organisation en situation de crise. Les qualités stratégiques de ce Cadre sont son aspect global, inclusif et holistique. Il définit 15 secteurs d'assistance dont la pertinence doit être évaluée pour chaque population ou

groupe vulnérable affecté ou susceptible d'être déplacé, et ce, quel que soit son statut migratoire avant, pendant et après une crise<sup>31</sup>. Il est fondamentalement important de se concentrer sur l'ensemble du spectre de la crise afin de garantir une continuité et une cohérence des programmes tout au long de ce qui est souvent désigné comme le nexus humanitaire-développement. Le COCM attribue un rôle unique à l'OIM qui consiste à répondre aux besoins des populations exposées et vulnérables aux conséquences des crises qui pourraient les contraindre à se déplacer<sup>32</sup>.

Les Principes de l'OIM relatifs à l'action humanitaire<sup>33</sup> disposent que l'OIM apporte une aide basée sur l'évaluation des besoins qui prend en compte l'ensemble des vulnérabilités et des menaces qui touchent les populations affectées par une crise et qui est basée sur le principe de « ne pas nuire »<sup>34</sup>. De la situation de crise humanitaire au contexte d'après-crise, le Cadre de résolution progressive des situations de déplacement de l'OIM promeut une approche basée sur des solutions durables qui prennent en compte l'âge, le genre et la diversité et identifient et atténuent les risques potentiels pouvant freiner le relèvement<sup>35</sup>.

À travers ses engagements et politiques institutionnelles, dont les Principes relatifs à l'action humanitaire et la Politique relative à l'égalité entre les sexes<sup>36</sup>, l'OIM s'engage à satisfaire les différents besoins de protection et d'assistance des femmes, des hommes, des filles et des garçons, y compris des personnes lesbiennes, gays,

29 OIM, Cadre de gouvernance des migrations, cent sixième session du Conseil, 4 novembre 2015, C/106/40, p. 2-3. Disponible à <https://governingbodies.iom.int/fr/system/files/fr/council/106/C-106-40-Cadre-de-gouvernance-des-migrations.pdf>.

30 OIM, IOM's Humanitarian Policy – Principles for Humanitarian Action, 106th session of the Council, 12 octobre 2015, C/106/CRP/20, partie II.8, p. 5.

31 Le COCM englobe les actions de l'ensemble du spectre de la crise : avant (à risque, prévention, réduction des risques, préparation), pendant (interventions humanitaires, atténuation des impacts des crises prolongées) et après (transition, relèvement et gestion des migrations).

32 La dimension des crises humanitaires relative à la mobilité, à savoir les crises migratoires, est un sujet particulièrement préoccupant pour l'OIM, comme défini dans le COCM, un cadre approuvé par les États membres pour guider la réponse de l'Organisation face à la mobilité découlant des situations de crise. Voir : OIM, Cadre opérationnel de l'OIM en cas de crise migratoire, cent unième session du Conseil, 15 novembre 2012, MC/2355, disponible à [www.iom.int/files/live/sites/iom/files/What-We-Do/docs/MC2355\\_-\\_Cadre\\_operationnel\\_de\\_lOIM\\_en\\_cas\\_de\\_crise\\_migratoire\\_0.pdf](http://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/What-We-Do/docs/MC2355_-_Cadre_operationnel_de_lOIM_en_cas_de_crise_migratoire_0.pdf) ; Conseil de l'OIM, résolution n° 1243, 27 novembre 2012.

33 Le chapitre IV.3 (p. 9) des Principes de l'OIM relatifs à l'action humanitaire énonce le principe suivant : « En répondant de manière intégrée et complète à la dimension de mobilité des crises humanitaires, l'OIM cherche à s'assurer que le droit à la protection des migrants, des personnes déplacées et des communautés touchées est respecté et que leurs besoins sont satisfaits, indépendamment, entre autres, de leur âge, leur sexe, leur genre, leur condition physique, leur nationalité, leur groupe ethnique et leur appartenance religieuse. »

34 OIM, IOM PHA, 2015, Part III.

35 OIM, The Progressive Resolution of Displacement Situations Framework, 2016. Disponible à [www.iom.int/sites/default/files/our\\_work/DOE/humanitarian\\_emergencies/PRDS-IOM-PRDS-Framework.pdf](http://www.iom.int/sites/default/files/our_work/DOE/humanitarian_emergencies/PRDS-IOM-PRDS-Framework.pdf).

36 OIM, Politique de l'OIM relative à l'égalité entre les sexes 2015-2019, 19 novembre 2015, C/106/INF/8/Rev.1. Disponible à [www.iom.int/sites/default/files/about-iom/gender/C-106-INF-8-Rev.1-Politique-de-lOIM-L%27Egalite%C3%A9-entre-les-sexes-2015-2019.pdf](http://www.iom.int/sites/default/files/about-iom/gender/C-106-INF-8-Rev.1-Politique-de-lOIM-L%27Egalite%C3%A9-entre-les-sexes-2015-2019.pdf).





## À RETENIR

La **protection transversale** passe par la mise en œuvre d'activités non discriminatoires, basées sur les besoins et déployées de manière à éviter toute conséquence négative involontaire (« ne pas nuire »), à garantir en priorité la sûreté et la dignité des populations touchées par les crises, à encourager l'autonomisation et la participation au niveau local et à obliger les acteurs humanitaires à rendre compte de leur action aux personnes et communautés affectées. Les acteurs humanitaires doivent non seulement comprendre qui sont les personnes à risque, de quels types de risque il s'agit, les facteurs qui expliquent ces violences, et qui sont les éventuels responsables, mais aussi les conséquences potentielles de leur action ou inaction, ainsi que les vulnérabilités et les capacités des populations à faire face à ces menaces. Pour cela, les acteurs doivent savoir comment et vers qui orienter les personnes ayant besoin d'une assistance spécialisée pour prévenir la violence ou l'exploitation, restaurer les droits humains, et savoir quand, comment et auprès de qui signaler les problèmes spécifiques de protection, y compris les cas de VBG.

L'**intégration transversale de la protection** implique l'intégration d'objectifs de protection dans les programmes des interventions d'autres secteurs (au-delà des interventions du secteur de la protection) en vue d'atteindre les résultats souhaités en la matière. Pour intégrer la protection dans les programmes, tous les acteurs de l'OIM doivent s'engager, lorsque cela est faisable et approprié, à prévoir des objectifs de protection dans la

conception de leurs activités (p. ex., des programmes de participation des femmes dans la gestion des camps, des interventions axées sur l'aide en espèces avec des objectifs de protection, et des distributions de kits de dignité). Cette approche peut soutenir l'engagement de l'Organisation sur la place centrale de la protection, car elle s'appuie sur différents secteurs, qu'ils soient liés à la protection ou non, pour travailler de manière individuelle et collective dans le cadre d'une intervention humanitaire multisectorielle.

Les **activités de protection spécialisées** visent directement à prévenir et à combattre les violations des droits humains et du droit humanitaire ou à restaurer les droits des personnes particulièrement vulnérables à la négligence, la discrimination, l'abus et l'exploitation ou exposées à ces risques. Les activités de protection ponctuelles englobent des activités visant à prévenir des risques précis en matière de protection (p. ex., la VBG), des violations (p. ex., le manque d'accès à l'information et les restrictions à la liberté de circulation) et des besoins, et à y répondre, notamment pour des groupes ciblés, tels que les femmes, les enfants, les personnes handicapées, les personnes âgées, les personnes déplacées et les migrants. Les interventions peuvent aller de la documentation à l'État de droit, en passant par l'action contre les mines, la santé mentale et le soutien psychosocial, la propriété foncière et les réparations (voir l'encadré sur les programmes spécialisés dans la lutte contre la VBG).



## À RETENIR

La Notation Genre de l'OIM est un outil qui permet d'évaluer le degré d'intégration des considérations liées au genre dans les projets. Elle établit un ensemble clair de normes minimales pour intégrer les considérations liées au genre dans les projets et définit un système de codification en fonction du nombre de normes minimales respectées. Cet outil permet à l'OIM de suivre le pourcentage de ses projets et de ses dotations financières qui contribuent à l'égalité entre les sexes. Le but de la Notation Genre est d'améliorer la qualité des projets de l'OIM en mettant l'accent sur l'importance de répondre aux préoccupations et besoins spécifiques aux femmes, aux filles, aux garçons et aux hommes d'âges différents, afin que chacun puisse bénéficier des projets mis en œuvre de la meilleure façon possible.

bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI)<sup>37</sup>. Selon la Politique relative à l'égalité entre les sexes, « l'OIM n'atteindra pas son objectif si l'égalité entre les sexes n'est pas prise en considération »<sup>38</sup>. Cette même politique appelle l'OIM à intégrer efficacement les questions de genre<sup>39</sup> dans les programmes de gestion de crise, notamment en « [répondant] aux besoins de protection et d'assistance en fonction des critères de sexe, [en empêchant] l'apparition de nouvelles formes de violence sexiste et [en y réagissant] »<sup>40</sup>.

L'OIM adhère pleinement à la Déclaration des hauts responsables du Comité permanent interorganisations sur la place centrale de la protection dans l'action humanitaire et à la Politique du Comité

## À RETENIR

INTÉGRATION  
TRANSVERSALE DE LA  
LUTTE CONTRE LA VBG

- Promouvoir les droits humains
- Intégrer des mesures pour
  - prévenir la VBG
  - atténuer les risques de VBG
  - répondre aux besoins des survivant(e)s de VBG
- S'assurer que des mesures sont mises en place
  - dans tous les secteurs d'assistance
  - à tous les stades d'une crise
  - à l'échelle de l'Organisation
- Former le personnel et les partenaires

INTÉGRATION  
TRANSVERSALE  
DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

- Promouvoir les droits humains
- Intégrer des mesures pour
  - répondre aux besoins immédiats et structurels de toutes les personnes concernées, à tout moment
  - encourager les normes de genre respectueuses et non violentes
- Promouvoir l'égalité des sexes
- Former le personnel et les partenaires

permanent interorganisations sur la protection dans le cadre de l'action humanitaire<sup>41</sup>, et formule l'objectif de ses activités de la manière suivante : aider les États membres à garantir le respect, la protection, l'application ou la promotion des droits des individus, en intégrant des efforts de prévention ou de lutte contre les violations actuelles ou potentielles du droit et des normes dans ce domaine.

En s'appuyant sur la politique du Comité permanent interorganisations, l'OIM œuvre à la protection à trois niveaux différents, à savoir, la protection transversale, l'intégration de la protection et l'établissement de programmes de protection spécialisés (voir l'encadré « À retenir », p. 16). L'OIM a élaboré des lignes directrices internes<sup>42</sup> et des modules de formation sur la protection transversale, qui sont appliqués à tous les secteurs du COCM en cas de crise migratoire. Dans le cadre de ce travail à plus large portée, l'Organisation entreprend des activités visant à rendre les populations plus résilientes, à limiter les menaces auxquelles elles font face en réduisant leur vulnérabilité ou leur exposition aux risques, y compris aux risques de VBG, et à soutenir les survivant(e)s d'incidents liés à la protection, comme les survivant(e)s de VBG.

## ENGAGEMENTS MONDIAUX DE L'OIM

L'OIM reconnaît que seuls des efforts collectifs et soutenus permettront de protéger efficacement les populations des VBG dans les contextes de crises et post-crisis. L'OIM a exprimé son engagement public de lutter contre les VBG en soutenant et en participant à différents groupes, réseaux et déclarations internationaux dont la mission première est la lutte contre les VBG et la redevabilité envers les populations affectées. Les engagements de l'Organisation sont décrits dans les sous-sections suivantes.

**Appel à l'action pour la protection contre la VBG dans les situations d'urgence**

En 2013, l'OIM a rejoint l'appel à l'action pour la protection contre la VBG dans les situations d'urgence (ci-après « l'Appel à l'action »), une initiative mondiale multipartite mise en œuvre dans le but de transformer fondamentalement la façon dont les acteurs humanitaires abordent la VBG<sup>43</sup>. Cet Appel à l'action rassemble des États, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations de la société civile sur une plateforme unique afin de traiter collectivement de la question de la VBG, en encourageant le renforcement de la communication et de la coordination, en aidant les parties prenantes à mieux identifier et combler les lacunes, et en permettant des approches plus globales de la prévention de la VBG, de l'atténuation des risques de VBG et de la réponse à la VBG. Dans le cadre de la feuille de route de l'Appel à l'action<sup>44</sup>, l'OIM a pris des engagements

37 Les Principes de l'OIM relatifs à l'action humanitaire énoncent le principe suivant (Part II.10, note 8) : « Une attention particulière doit ainsi être accordée à la manière dont le genre et l'âge d'une personne influent sur ses vulnérabilités et ses possibilités sociales, sa capacité à faire des choix éclairés de manière autonome, son accès aux moyens de subsistance économique, sa participation aux efforts de reconstruction, sa sécurité physique et son accès aux droits et à la protection. »

38 OIM, Politique de l'OIM relative à l'égalité entre les sexes, 2015, section II A, paragraphe 6, p. 1.

39 Pour de plus amples informations, voir [www.iom.int/fr/sexospecificites-et-migration](http://www.iom.int/fr/sexospecificites-et-migration).

40 OIM, Politique de l'OIM relative à l'égalité entre les sexes, 2015, section II A, paragraphe 18, p. 3.

41 Comité permanent interorganisations, « La place centrale de la protection dans l'action humanitaire », Déclaration des hauts responsables du Comité permanent interorganisations, 17 décembre 2013 ; Politique du Comité permanent interorganisations sur la protection dans le cadre d'action humanitaire 2016, disponible à [https://interagencystandingcommittee.org/system/files/iasc\\_policy\\_on\\_protection\\_in\\_humanitarian\\_action\\_0.pdf](https://interagencystandingcommittee.org/system/files/iasc_policy_on_protection_in_humanitarian_action_0.pdf).

42 OIM, IN/232 : Note d'orientation sur la protection transversale dans toutes les interventions de l'OIM en cas de crise (20 janvier 2016).

43 Voir [www.calltoactiongbv.com](http://www.calltoactiongbv.com).

44 Voir : Appel à l'action pour la protection contre la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence : feuille de route 2016-2020, 2015, disponible à [https://docs.wixstatic.com/ugd/49545f\\_62b4676e86f942a4a9138e2065f43bd.pdf](https://docs.wixstatic.com/ugd/49545f_62b4676e86f942a4a9138e2065f43bd.pdf).



ATELIER D'INTÉGRATION TRANSVERSALE DE LA LUTTE CONTRE LA VBG DANS LES INTERVENTIONS LIÉES À L'HÉBERGEMENT ET À LA DISTRIBUTION DE PRODUITS NON ALIMENTAIRES. © OIM 2018/HASHIMI MOHAMMAD OMER

spécifiques et mesurables à l'échelle de l'Organisation<sup>45</sup> portant sur différents domaines, à savoir les politiques internes ; la santé des migrants ; la santé mentale et le soutien psychosocial (SMSPS) ; la lutte contre la traite ; les terres, la propriété et les réparations ; la gestion et la coordination des camps<sup>46</sup> ; l'hébergement ; la transition et le relèvement ; et la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS). L'OIM soumet ses rapports d'avancement annuels aux partenaires de l'Appel à l'action et au président de l'initiative.

### Partenariat sur la redevabilité en temps réel

L'OIM a rejoint le Comité directeur du Partenariat sur la redevabilité en temps réel (*Real-Time Accountability Partnership*, RTAP), une initiative interinstitutions qui vise à traduire les engagements humanitaires relatifs à la VBG dans les situations d'urgence en actions concrètes qui débouchent sur des résultats sur le terrain et qui encouragent la redevabilité à tous les niveaux du système en matière de prévention de la VBG et de lutte contre cette dernière dans les contextes d'urgence. Le but ultime de cette initiative est d'inciter tous les acteurs à donner la priorité aux services d'intervention face à la VBG et à les coordonner, tout en intégrant la prévention de la VBG dans tous les secteurs, dès le début de la situation d'urgence<sup>47</sup>. Le RTAP répond directement aux objectifs de l'Appel à l'action et vient compléter cette initiative en fournissant des outils opérationnels qui facilitent la mise en œuvre de la feuille de route de l'Appel à l'action sur le terrain.

### Protection contre l'exploitation et les abus sexuels

L'OIM a adopté une politique institutionnelle relative à la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS), qui encadre cette forme de VBG commise par le personnel de l'OIM. Cette politique énonce les normes liées à la PEAS devant être respectées afin de protéger les populations les plus vulnérables et présente les responsabilités de signalement obligatoire et

les mécanismes de communication des plaintes, ainsi que les fonctions d'encadrement des chefs de mission/directeurs de bureau et des coordonnateurs de la PEAS. Toutes les personnes employées par l'OIM ou travaillant pour l'Organisation dans le monde, y compris, sans toutefois s'y limiter, les membres de son personnel, les consultants, les bénévoles et les stagiaires, sont liés par cette politique et ses normes de conduite connexes<sup>48</sup>.

En outre, de 2011 à 2018, le Directeur général de l'OIM a incarné le rôle de champion de la PEAS auprès du Comité permanent interorganisations et l'OIM a occupé une place déterminante dans la promotion de meilleures garanties, normes et coopération interorganisation en matière de PEAS à l'échelle internationale. Bien qu'elle soit différente de son travail de lutte contre la VBG dans les situations de crises, la place de premier plan occupée par l'OIM en matière de PEAS prouve combien l'OIM s'est engagée à veiller à ce que tous ses programmes soient sensibles et répondent de manière appropriée et efficace aux cas d'exploitation et d'abus sexuels commis par les membres de son personnel et ses partenaires. Certes, ce rôle de chef de file à l'échelle internationale n'oblige pas chaque bureau de mission de l'OIM à diriger le réseau national de PEAS, mais l'OIM s'engage à respecter les normes de fonctionnement minimales pour la PEAS<sup>49</sup> et à participer activement à de tels réseaux lorsque ceux-ci existent.

### Redevabilité envers les populations affectées

En tant que membre du Comité permanent interorganisations et signataire du pacte *Grand Bargain* relatif au financement de l'action humanitaire, l'OIM œuvre à concrétiser ses engagements pris en matière de redevabilité envers les populations affectées (RPA). La RPA se définit comme « un engagement actif des acteurs et organisations humanitaires d'utiliser leur pouvoir de manière responsable en tenant compte des populations que l'OIM assiste et vis-à-vis desquelles elle devra rendre des comptes et sera tenue

<sup>45</sup> Les engagements seront révisés avant la fin de l'année 2018.

<sup>46</sup> Voir : <https://displacement.iom.int/>.

<sup>47</sup> Consulter le cadre d'action du *Real-Time Accountability Partnership* (RTAP), disponible à <https://reliefweb.int/topics/accountability-gbv-emergencies>.

<sup>48</sup> Même si les spécialistes de la VBG ne sont, par définition, pas des spécialistes de la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS), dans les faits, les acteurs de l'OIM impliqués dans la lutte contre la VBG sont très souvent nommés comme coordonnateurs de la PEAS dans leur bureau de mission et assument ainsi ces responsabilités en sus de leur travail quotidien.

<sup>49</sup> Pour empêcher toute exploitation sexuelle de la part d'un membre du personnel d'une organisation, il est primordial que ce dernier applique un ensemble de normes de fonctionnement minimales pour la PEAS. Les normes de fonctionnement minimales pour la PEAS ont été élaborées sur le modèle du mécanisme de mise en œuvre des normes minimales de sécurité opérationnelle visant à protéger le personnel, qui est indispensable au système des Nations Unies pour s'assurer que tous les organismes suivent un ensemble d'exigences communes en matière de protection de leur personnel. Voir : [https://interagencystandingcommittee.org/system/files/3\\_minimum\\_operating\\_standards\\_mos-psea.pdf](https://interagencystandingcommittee.org/system/files/3_minimum_operating_standards_mos-psea.pdf).



responsable ». La RPA, qui réaffirme la dignité et les droits humains des populations affectées par les crises, est considérée comme indispensable à la mise en œuvre de programmes de qualité. Elle appelle les acteurs et organisations humanitaires à impliquer les populations affectées par les crises dans les processus de prise de décisions en s'engageant auprès des divers groupes de population, y compris les plus vulnérables et marginalisés.

### Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies

La volonté de lutter contre les inégalités entre les sexes, d'autonomiser les femmes et les filles et de lutter contre la VBG se retrouve également dans d'autres cadres internationaux humanitaires, de développement et des droits humains auxquels adhère l'OIM, y compris la **Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants**, les engagements pris lors du **Sommet mondial pour l'action humanitaire** et le **Programme de développement durable à l'horizon 2030**.

Le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP) est un cadre de redevabilité visant à accélérer l'intégration transversale de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans toutes les fonctions institutionnelles des entités du système des Nations Unies<sup>50</sup>. Depuis l'adoption de l'ONU-SWAP en 2012, l'OIM rend compte chaque année de ses résultats vis-à-vis des indicateurs de performance convenus d'un commun accord, en présentant les avancées réalisées en matière d'égalité des sexes, aussi bien en externe, c'est-à-dire dans le cadre des projets et des activités de l'OIM, qu'en interne, au sein de son personnel, de sa culture de travail, de ses systèmes et de ses politiques.

### Domaine de responsabilité Violence basée sur le genre

Le domaine de responsabilité Violence basée sur le genre incarne la tribune mondiale de l'approche de coordination et de collaboration sectorielle en matière de prévention et de lutte contre la VBG dans les contextes humanitaires. Le domaine de responsabilité Violence

basée sur le genre est l'un des domaines d'intervention du groupe thématique mondial de la protection. Il rassemble, entre autres, des ONG, des organismes des Nations Unies et des universitaires autour d'un objectif commun, à savoir, garantir une prévention, une atténuation des risques et une réponse vitales, efficaces et prévisibles en matière de VBG dans les contextes humanitaires découlant de catastrophes naturelles ou de conflits. Le domaine de responsabilité Violence basée sur le genre vise également à renforcer la préparation et les capacités techniques à l'échelle du système afin de pouvoir faire face aux situations d'urgence humanitaire. Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) assure la coordination du domaine de responsabilité Violence basée sur le genre. En tant que membre principal, l'OIM contribue activement au travail du domaine de responsabilité Violence basée sur le genre et soutient la mise en œuvre de ses priorités stratégiques aux niveaux national et mondial.

### Initiatives interinstitutions

Les Directives pour l'intégration d'interventions ciblant la violence basée sur le genre dans l'action humanitaire élaborées par le Comité permanent interorganisations (Directives relatives à la VBG) fournissent des informations et des ressources dans 13 secteurs humanitaires afin de permettre aux professionnels de ces secteurs de coordonner, planifier, mettre en œuvre, suivre et évaluer les mesures essentielles de prévention et d'atténuation de la VBG dans les situations d'urgence. En tant que membre actif du Groupe de référence des Directives relatives à la VBG, l'OIM a longtemps compté en son sein l'un des deux spécialistes mondiaux du renforcement des capacités relatives aux Directives et participe activement au déploiement des Directives relatives aux VBG aux échelles régionale et nationale.

En 2018, l'OIM est devenu le quatorzième membre de la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit, un effort déployé par l'ensemble du système des Nations Unies pour améliorer la coordination et la redevabilité, renforcer les programmes et le plaidoyer, et soutenir les efforts nationaux visant à prévenir et lutter contre la violence sexuelle en période de conflit.



EN ÉQUATEUR, LA POPULATION TOUCHÉE PAR LE SÉISME A TROUVÉ REFUGE SUR DES SITES TEMPORAIRES OU SPONTANÉS. L'OIM RÉALISE UNE ÉVALUATION DES BESOINS SPÉCIFIQUES. © OIM 2016/MONICA NORIEGA

50 Voir : <http://www.unwomen.org/fr/how-we-work/un-system-coordination/promoting-un-accountability>.





DES BONS DE TRAVAIL CONTRE RÉMUNÉRATION SONT DISTRIBUÉS SUR UN SITE DE PROTECTION DES CIVILS DE WAU, AU SOUDAN DU SUD, APRÈS L'INSTALLATION D'ABRIS AMÉLIORÉS. © OIM 2018/RIKKA TUPAZ



# CHAPITRE 3

## PRINCIPES ET MODÈLE OPÉRATIONNEL

### PRINCIPES

Le travail de l'OIM relatif à la VBG est guidé par les principes clés suivants. Ces principes, qui incarnent l'approche propre à l'OIM, sont conformes aux valeurs de l'Organisation et renforcent l'approche de l'OIM présentée dans le COCM.

#### I. La VBG peut survenir à tous les stades et dans tous les types de crise.

Toutes les opérations de l'OIM considèrent la VBG comme un problème grave mettant la vie des survivant(e)s en danger et prennent des mesures pour obtenir les fonds nécessaires à la lutte contre la VBG, intégrer l'atténuation des risques de VBG dans toutes les opérations, déployer l'expertise technique requise et déployer les outils nécessaires pour réduire les risques, sans tenir compte de la présence ou l'absence de preuves.

*« Je ne saurais trop insister sur le fait qu'essayer de comprendre l'ampleur de la violence basée sur le genre uniquement par le décompte du nombre de cas connus est impossible. Ce type de violence et d'abus monstrueux n'est pas suffisamment signalé même dans les environnements les mieux dotés en ressources et les plus stables du monde. Dans ce type de crises, où les systèmes sociaux et les mesures de protection habituels n'existent plus, de nombreux obstacles se dressent sur le chemin des survivants à la recherche d'aide. Notre personnel sur le terrain œuvre en vue d'éliminer ces obstacles et d'aider les plus nécessiteux. » William Lacy Swing, ancien Directeur général de l'OIM, octobre 2017*

Même si les actes de VBG ne sont pas toujours signalés à l'échelle internationale, il est amplement prouvé que de multiples formes de VBG sont perpétrées à l'encontre des femmes, des filles, des hommes et des garçons, dans les pays du monde entier touchés par les conflits et les catastrophes naturelles. L'OIM part donc de l'hypothèse que la VBG survient et menace les populations affectées dans tous les contextes dans lesquels l'Organisation intervient et que la forme de VBG et le préjudice subi peuvent

varier en fonction de l'identité de genre ou de l'expression du genre du/de la survivant(e), de son orientation sexuelle, de sa race, de son origine ethnique, de ses capacités physiques ou d'autres caractéristiques. Au vu des difficultés qu'engendre la collecte de telles données du point de vue sécuritaire et éthique, il est important que les équipes d'intervention de l'OIM n'attendent pas d'obtenir, ou ne cherchent pas à obtenir, des données démographiques sur l'ampleur de la violence avant d'agir.

#### II. L'élimination des inégalités entre les sexes est une condition sine qua non d'une vie exempte de toute VBG.

L'OIM mettra tout en œuvre pour s'assurer que les programmes d'urgence n'aggravent pas les inégalités entre les sexes préexistantes. Par ailleurs, l'Organisation tirera profit de l'impact significatif de ses opérations pour contribuer au changement progressif vers des normes sociales qui favorisent des communautés pacifiques, respectueuses et égalitaires.

Même si la VBG n'est pas déclenchée par un seul facteur<sup>51</sup>, l'inégalité entre les sexes est à l'origine de toutes ses formes. Cette inégalité est souvent constatée et se manifeste dans les normes sociales néfastes qui encouragent le déséquilibre des rapports de force entre les genres, façonnent les rôles assignés à chaque genre et les relations qui les lient, et qui attribuent souvent une position inférieure et de soumission à certains groupes de personnes (p. ex., les femmes et les filles ayant un accès restreint et négligé aux liquidités, aux terres et aux ressources ; les femmes et les filles souffrant d'un manque d'autonomie et de participation et exclues du processus de prise de décisions par les autorités elles-mêmes). La VBG est également influencée par la corrélation de divers systèmes de pouvoir, souvent nommée l'intersectionnalité, dans lesquels différents types de marginalisation, tels que le racisme et la discrimination basée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, la religion ou le handicap, peuvent accentuer les inégalités entre les sexes.

Les interventions de lutte contre la VBG doivent reconnaître les inégalités qui sous-tendent cette violence. Les données ont

<sup>51</sup> Consulter la partie I du Cadre VBG.



montré que les interventions visant à transformer les normes sociales et de genre néfastes contribuent efficacement à réduire la violence. De telles interventions peuvent atténuer les risques de VBG et avoir un impact positif réel sur la santé, la sécurité, la dignité et le bien-être immédiats des populations affectées<sup>52</sup>. Par ailleurs, elles ont la capacité d'élargir l'engagement de l'OIM au-delà de l'intervention d'urgence immédiate, jusque dans la période de transition et de relèvement, et de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD)<sup>53</sup>.

Un changement efficace des normes sociales passe par l'adoption d'une approche qui inclut progressivement les hommes et les garçons comme partenaires de la prévention et propose une autre notion de la masculinité pour lutter contre les causes profondes de la VBG et promouvoir un changement transformateur durable. L'OIM encourage la participation significative des hommes et des garçons dans l'élaboration des programmes de promotion de l'égalité des sexes. Ne pas combattre les inégalités entre les sexes empêcherait les programmes de répondre aux besoins, aux capacités et aux priorités des populations affectées et de garantir une assistance et une protection équitables, basées sur les droits et propices à l'autonomisation.

### III. N'importe qui peut être un survivant ou un auteur de VBG, mais les femmes et les filles sont les premières touchées.

Les capacités mondiales déployées par l'OIM pour combattre la VBG se concentreront avant tout sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles, mais œuvreront également à créer des outils d'analyse à l'échelle locale et contextuelle qui évalueront la VBG perpétrée envers les hommes, les garçons et d'autres groupes de population, et y répondront au niveau national et en fonction des besoins. Même si l'OIM reconnaît que tous les abus commis à l'égard des hommes et des garçons en situation de crise ne constituent pas des VBG, il demeure essentiel

d'évaluer leurs besoins et d'y répondre de manière adéquate au travers des programmes d'urgence.

L'action de l'OIM est soumise au principe d'impartialité selon lequel l'intervention humanitaire doit être déclenchée sur la seule base des besoins, en donnant la priorité aux plus démunis, sans aucune discrimination. Les inégalités structurelles et historiques constatées entre les hommes et les femmes et les différentes formes de discrimination basée sur le genre que subissent les femmes du monde entier contribuent à ce que les femmes et les filles soient touchées de façon disproportionnée par la VBG, que ce soit dans un contexte de crise ou non. Bien que la part d'hommes survivants de violences sexuelles est plus importante qu'on ne le pensait précédemment<sup>54</sup>, dans les contextes de crise, les femmes et les filles sont plus susceptibles d'être confrontées aux multiples formes de VBG qui mettent potentiellement en danger leur vie et entravent leur capacité à se relever après une crise, à conserver leurs moyens de subsistance, à poursuivre leur éducation, à prendre soin de leur famille, et à participer pleinement aux sphères publiques et privées.

### IV. L'atténuation des risques de VBG passe par la mise en place de programmes de qualité.

Atténuer les risques dans les 15 secteurs d'assistance du COCM et à toutes les étapes de la conception et de la mise en œuvre d'un projet est un minimum indispensable pour constituer la base de programmes de qualité pour l'ensemble de l'Organisation.

L'OIM veille à ce que les programmes d'urgence soient non discriminatoires, basés sur les besoins et déployés de manière à éviter toute conséquence négative involontaire (« ne pas nuire »), à garantir en priorité la sûreté et la dignité des populations touchées par les crises, à encourager l'autonomisation et la participation au niveau local et à obliger les acteurs humanitaires à rendre compte de leur action aux personnes et communautés affectées<sup>55</sup>.

<sup>52</sup> Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), *Normes minimales pour la prévention et la réponse à la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence* (New York, 2015).

<sup>53</sup> Mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles n'est pas seulement un droit humain fondamental, mais également une action essentielle pour accélérer le développement durable. Voir l'ODD 5 : [www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals/goal-5-gender-equality.html](http://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals/goal-5-gender-equality.html).

<sup>54</sup> Ferro Ribeiro et van der Strathen Ponthoz, *International Protocol*, deuxième édition, 2017, partie VII, chapitre 17.

<sup>55</sup> OIM, IN/232 : Note d'orientation sur la protection transversale dans toutes les interventions de l'OIM en cas de crise, 2016. Ce principe est également aligné sur d'autres engagements institutionnels. Voir par exemple le cadre de RPA, dans le chapitre 2 « Politiques institutionnelles et engagements mondiaux de l'OIM » de la présente publication.

Les actions de l'OIM reposent sur le postulat que les personnes touchées par des crises restent des acteurs, des facilitateurs et des moteurs de leurs propres résiliences, relèvement et développement. Loin de l'image de victimes impuissantes, les personnes touchées par des crises ont un rôle majeur à jouer dans la préparation et la gestion des situations d'urgence. Dialoguer avec les populations affectées au sujet des problèmes de sécurité qu'elles pourraient rencontrer et leur permettre de participer à la formulation des solutions d'atténuation des risques contribuent non seulement à protéger ces populations de la VBG, mais renforcent aussi l'efficacité, l'impact et le caractère participatif des interventions de l'OIM.

## V. Définir géographiquement les interventions et développer des partenariats sont la clé de la réussite des interventions.

L'OIM cherchera, lorsque cela est possible et approprié, à s'appuyer sur les capacités nationales, et à les mobiliser, pour créer des programmes de lutte contre la VBG par le biais des ministères concernés, des ONG, des prestataires de services et des organisations communautaires, et ce, dans le but de s'assurer que la priorité est accordée aux besoins des survivant(e)s tout au long de l'intervention.

L'OIM se démarque par l'impact significatif de ses opérations et possède un avantage comparatif grâce à son engagement direct auprès des populations touchées par les crises et à la portée de ses programmes. La conception d'interventions efficaces de lutte contre la VBG qui tirent profit de l'avantage stratégique de l'OIM et maximisent son impact passe par la promotion d'interventions localisées et la création de partenariats aux échelles nationale, régionale et mondiale. Même si la méthode de fourniture de l'aide privilégiée par l'OIM est la mise en œuvre directe, l'une des priorités de l'Organisation consiste à renforcer le rôle de premiers intervenants des acteurs locaux et nationaux, notamment du secteur de la santé. L'OIM déploie également des efforts spécifiques pour soutenir les autorités de protection civile généralement chargées de répondre aux catastrophes naturelles et de coordonner l'action humanitaire.

De même, l'OIM accorde une grande importance à la création de partenariats avec des acteurs spécialisés dans la lutte contre la VBG et des organisations de femmes aux échelles nationale, régionale et mondiale, afin de s'assurer que leurs interventions sont complémentaires et que les besoins et les lacunes de l'ensemble du secteur de la lutte contre la VBG sont comblés. L'OIM renforce les capacités techniques de lutte contre la VBG sur le terrain pour aider les acteurs et partenaires locaux à prévenir, atténuer et combattre la VBG en s'appuyant sur les besoins et lacunes propres au contexte, dans le but d'optimiser les interventions de l'OIM.

## VI. Garantir la sécurité, la confidentialité, le respect et la non-discrimination est essentiel pour protéger les droits et la dignité des survivants et promouvoir leur résilience.

Les programmes de l'OIM reposeront sur ces principes afin de s'assurer que ses interventions sont axées sur les survivant(e)s et contribuent à créer un environnement dans lequel les populations vulnérables à la VBG n'ont pas à vivre dans la violence.

## PRINCIPES DIRECTEURS DES PROGRAMMES DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

**Confidentialité :** la vie privée et la confidentialité des survivant(e)s doivent être préservées à tous les stades d'une intervention, en s'assurant avant tout que leur bien-être est garanti et que la fourniture d'aide et de services ne compromet pas la vie privée ou le respect de l'identité des personnes impliquées.

**Respect :** les volontés, la dignité et les choix des survivant(e)s seront respectés à tout moment et tout au long de chaque intervention. Le consentement libre et éclairé des survivant(e)s est recherché après que ces derniers ont clairement compris les faits, les implications, les risques et les conséquences d'une action, avant qu'une information soit partagée ou qu'une action soit mise en œuvre.

**Sûreté et sécurité :** toute intervention ou initiative de lutte contre la VBG prendra en compte les risques et les problèmes de sécurité qui pourraient compromettre la sécurité physique d'une personne touchée par la VBG.

**Non-discrimination :** toutes les interventions de lutte contre la VBG seront conçues de sorte à garantir l'accès aux soins et à l'assistance, ainsi que des prestations d'un même niveau de qualité, pour toutes les personnes souhaitant obtenir de l'aide ou les personnes touchées par la VBG, sans tenir compte de leur sexe, leur orientation sexuelle, leur identité de genre, leur âge, leur origine ethnique, leur religion ou tout autre statut.

L'OIM respecte et promeut les principes directeurs qui régissent toute intervention ou tout programme de lutte contre la VBG, y compris l'intégration de l'atténuation des risques de VBG<sup>56</sup> (voir l'encadré page 10). Les principes de confidentialité, de sûreté, de sécurité, de respect et de non-discrimination sous-tendent l'approche centrée sur les survivant(e)s et sont essentiels pour protéger la dignité et le bien-être de ces personnes.

## MODÈLE OPÉRATIONNEL DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE EN SITUATION DE CRISE

Comme mentionné précédemment, l'OIM conçoit ses interventions opérationnelles en accord avec le COCM, une approche consistant à traiter les nombreuses vulnérabilités, menaces et violations pouvant affecter les personnes et les communautés touchées par des crises. Le COCM est un outil utilisé à l'échelle de l'Organisation qui associe des activités humanitaires, de transition et de relèvement et de développement dans 15 secteurs d'assistance, allant de la préparation aux situations d'urgence, au relèvement après la crise, en passant par l'intervention d'urgence.

À son tour, le modèle opérationnel de la lutte contre la VBG en situation de crise (voir le modèle en page 27) s'appuie sur les 15 secteurs d'assistance. Il est axé sur une vision et un objectif communs auxquels chaque intervention de l'OIM peut participer en comprenant les différents résultats et interventions stratégiques recherchés et mis en œuvre.

Le modèle de lutte contre la VBG en situation de crise, et les interventions qu'il prévoit, s'avèrent pertinents à des degrés divers, pour chaque secteur d'assistance de l'OIM. Le modèle

<sup>56</sup> Pour de plus amples informations sur l'intégration des questions de VBG, consulter le document : Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015.

présente trois approches possédant chacune des résultats et des interventions stratégiques spécifiques.

Les interventions stratégiques présentées dans le modèle de lutte contre la VBG en situation de crise ont pour but d'aider les opérations de l'OIM à déterminer la manière dont l'Organisation contribuera à lutter contre la VBG dans ce contexte. Le type d'interventions mises en œuvre dans le cadre d'une opération dépendra des besoins et priorités identifiés dans cette zone géographique en matière de lutte contre la VBG et des capacités et des avantages comparatifs de l'OIM. **Le but du modèle n'est pas de permettre à une équipe opérationnelle de mettre en place toutes les interventions stratégiques**, mais plutôt de sélectionner rapidement les interventions appropriées et réalisables de manière intégrée, tout en gardant à l'esprit les résultats attendus pour chaque intervention.

Les interventions de l'OIM peuvent être divisées en deux catégories, la première regroupant les interventions qui peuvent être mises en œuvre par tous les secteurs de l'OIM, que des **spécialistes de la lutte contre la VBG** soient impliqués dans l'opération ou non (interventions n'impliquant pas de spécialistes représentées sur la gauche du modèle), et la deuxième réservée aux interventions dont la mise en œuvre nécessite l'appui de spécialistes de la lutte contre la VBG (interventions spécialisées représentées sur la droite du modèle).

Un **spécialiste de la lutte contre la violence basée sur le genre** est une personne qui a suivi une formation professionnelle spécifique sur la question et peut mettre en place des activités complètes de prévention et de lutte contre la VBG qui vont au-delà des simples interventions d'atténuation des risques de VBG (non spécialisées). Les interventions spécialisées de lutte contre la VBG comprennent notamment la prise en charge des survivant(e)s, la gestion d'espaces fonctionnels prenant en compte les besoins des femmes et des filles, la mise en œuvre de programmes de prévention et le renforcement des capacités de la police (voir l'encadré « À retenir » à la page 10).

**Conformément aux principes énoncés dans le chapitre 2 « Politiques institutionnelles et engagements mondiaux de l'OIM », chaque opération de l'OIM doit au minimum mettre en œuvre les interventions essentielles non spécialisées, signalées par une étoile (★) dans le modèle.**

## LIRE LE MODÈLE

Le modèle de lutte contre la VBG en situation de crise s'appuie sur la vision de l'Organisation et explore les conditions nécessaires pour atteindre le changement souhaité. Cette méthode est parfois appelée « logique verticale » ou « rapport moyens-finalité ». Nous vous recommandons de lire les sections ci-après en parallèle du modèle, qui doit être lu verticalement, de haut en bas.




### Vision et objectif

Conformément à l'objectif des initiatives mondiales de garantir la protection des populations contre la VBG en situation de crise<sup>57</sup>, la **vision** globale de l'OIM est de faire en sorte que les personnes

touchées par des crises vivent à l'abri de toute violence. Pour poursuivre cette vision, l'OIM met en œuvre des interventions de manière intégrée et coordonnée pour atténuer les risques de VBG et prévenir et combattre la VBG tout au long d'une crise et dans tous les secteurs d'assistance. Par ailleurs, l'OIM reconnaît que le déploiement d'une action collective avec des partenaires de tous les niveaux et secteurs est indispensable pour réaliser cette vision.

L'**objectif** du modèle de lutte contre la VBG en situation de crise est d'*assurer la sécurité, la dignité et le bien-être de toutes les personnes touchées par les crises, en particulier les femmes et les filles, et de veiller à ce que l'ensemble des opérations de crise garantisse en priorité, intègre et coordonne l'accès équitable de ces populations aux services.*

Pour atteindre cet objectif, le modèle de lutte contre la VBG en situation de crise de l'OIM s'articule autour de trois approches et de leurs résultats connexes :

APPROCHE	RÉSULTAT
 ATTÉNUATION DES RISQUES	Tous les groupes à risque, en particulier les femmes et les filles, font face à un risque restreint de VBG.
 SOUTIEN AUX SURVIVANT(E)S	Tou(te)s les survivant(e)s de VBG ont accès à des services multisectoriels axés sur les survivant(e)s, notamment en réponse à des actes d'exploitation et d'abus sexuels.
 RÉOLUTION DES CAUSES PROFONDES	Les conditions qui perpétuent la VBG sont progressivement modifiées pour laisser place à un contexte d'égalité des sexes.

**Résultat 1 : Tous les groupes à risque, en particulier les femmes et les filles, font face à un risque restreint de VBG.**

Pour atteindre cet objectif, une action coordonnée est indispensable afin de s'assurer que l'atténuation des risques de VBG fait partie intégrante des opérations de crise de l'OIM et qu'elle est intégrée à tous les secteurs d'assistance de l'OIM, et ce, à toutes les étapes du cycle de programmation. **L'atténuation des risques de VBG désigne la réduction du risque d'exposition à la VBG** (en contrant les facteurs favorisant la VBG). Le processus déployé consiste à s'assurer que les programmes de l'OIM prennent en compte les risques de VBG et atteignent leur objectif premier de promotion de la sécurité, de la dignité et du bien-être des personnes touchées par des crises.

**L'atténuation des risques de VBG est l'affaire de tous.** L'OIM s'appuie sur les preuves et les bonnes pratiques pour affirmer que les interventions de prévention et de lutte contre la VBG (résultats 2 et 3) doivent être associées à la mise en place d'actions efficaces d'atténuation des risques de VBG dans tous les

<sup>57</sup> L'Appel à l'action, le RTAP et la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit peuvent être cités comme exemples.



secteurs pour favoriser des environnements protecteurs et faire évoluer la situation. Même en l'absence de spécialistes de la lutte contre la VBG ou d'expérience en matière de programmes de lutte contre la VBG, tous les partenaires et membres du personnel de l'OIM doivent mettre en œuvre des activités de réduction des risques de VBG. Par conséquent, tous les partenaires et membres du personnel de l'OIM doivent saisir les concepts fondamentaux de la VBG, comprendre comment identifier les risques et mettre en œuvre des mesures d'atténuation des risques, et se familiariser avec le Code de conduite, le cadre de RPA et les protocoles et mécanismes de PEAS.

**L'atténuation des risques requiert l'adoption d'une approche axée sur les besoins et la réalité des communautés.** Les risques auxquels sont confrontés les femmes, les filles, les hommes, les garçons et les autres groupes vulnérables (p. ex., les personnes âgées, les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, les personnes handicapées et les personnes LGBTI) ne peuvent être identifiés qu'à l'aide de méthodes fournissant un cadre sûr pour exprimer ses préoccupations (p. ex., cartographie de la sécurité, consultations médicales confidentielles, matrice de suivi des déplacements qui consulte volontairement les groupes vulnérables, discussions de groupe et outils participatifs de suivi et d'évaluation). En consultant un échantillon représentatif et inclusif de la population affectée, les secteurs d'assistance de l'OIM sont en mesure d'identifier l'éventail des besoins, des préoccupations, des perspectives et des priorités, conjointement avec la population affectée et l'ensemble des secteurs et des acteurs. Cette approche permet à l'Organisation d'évaluer les vulnérabilités intersectorielles et de concevoir et mettre en œuvre des programmes de réduction des risques, tels qu'identifiés par la population concernée, en respectant les Directives relatives à la VBG du Comité permanent interorganisations et les bonnes pratiques de l'Organisation.

Les interventions comprennent, sans toutefois s'y limiter, des mesures essentielles, telles que la création de latrines séparées pour les hommes et les femmes, dotées de serrures fonctionnelles, et l'installation d'un éclairage suffisant sur les sites d'accueil des personnes déplacées. Elles consistent également à écouter les femmes et les filles de tout âge et de tout milieu pour identifier et combattre les risques ou les facteurs propres au contexte qui les empêchent d'accéder aux services, par exemple, les problèmes rencontrés par les rapatriées célibataires vivant dans un environnement dans lequel il n'est pas culturellement acceptable pour une femme de sortir dans l'espace public sans être accompagnée d'un homme de la famille.

**La participation de membres représentatifs de la communauté,** en particulier des femmes, des filles et d'autres groupes considérés comme vulnérables à la VBG, lors des phases d'évaluation et de planification est indispensable pour identifier les risques de VBG. La lutte contre les facteurs favorisant la violence passe par le renforcement des facteurs protecteurs (c'est-à-dire la résilience). Des mesures ciblées doivent ainsi être prises pour améliorer l'accès des femmes, des filles et d'autres groupes aux ressources, y compris à l'information et

à l'assistance matérielle. De plus en plus d'interventions basées sur l'aide en espèces ou l'octroi de moyens de subsistance sont déployées en situation de crise ou d'après-crise afin de donner les moyens aux femmes, aux filles et aux autres groupes de satisfaire leurs propres besoins essentiels et ceux de leur famille. La fourniture de l'assistance matérielle et de l'aide doit être sûre et ne constituer aucune menace d'exploitation ou d'abus. Des systèmes de RPA clairs, comprenant des mécanismes de retours d'informations et de réclamations qui tiennent compte des capacités des différents groupes, doivent être mis en place le plus tôt possible dans le cadre de l'opération afin de s'assurer que les risques sont identifiés et atténués dès le début de l'intervention.

**Les mesures d'atténuation des risques désignent des interventions non spécialisées** qui doivent cependant toujours être prises en consultation avec les mécanismes de coordination de la lutte contre la VBG (p. ex., le sous-groupe sur la VBG ou le groupe de travail sur la VBG) ou des spécialistes<sup>58</sup>. En tant que membre principal du domaine de responsabilité Violence basée sur le genre, l'OIM doit participer au groupe de coordination de la lutte contre la VBG dans le pays et le soutenir.

**Résultat 2 : Tou(te)s les survivant(e)s de VBG ont accès à des services multisectoriels axés sur les survivant(e)s, notamment en réponse à des actes d'exploitation et d'abus sexuels.**

Tou(te)s les survivant(e)s de VBG ont le droit de recevoir une prise en charge et un soutien bienveillants et de qualité qui traite les conséquences de la violence. Pour atteindre cet objectif, des services multisectoriels sûrs, de qualité et vitaux doivent être rendus accessibles à toute personne ayant subi des VBG. Pour être considérés comme sûrs et complets, les services doivent intégrer une gamme complète d'interventions multisectorielles visant à traiter les conséquences et effets néfastes immédiats de la VBG et à prévenir les blessures, traumatismes et préjudices qui pourraient survenir.

Ces **services multisectoriels** comprennent la prise en charge des survivant(e)s<sup>59</sup>, des services de santé, un soutien psychosocial, des services de mise en sécurité, un soutien juridique et une aide à la réinsertion sur le plan juridique, économique et social. Ces services doivent également inclure des aspects non liés directement à la VBG, tels que les démarches d'enregistrement, la recherche de la famille ou le regroupement familial, ainsi qu'une aide générale (p. ex., la provision d'articles non alimentaires, d'un hébergement ou de nourriture). La création et la promotion d'espaces consacrés aux femmes et aux filles sont également considérées comme des interventions stratégiques dans le cadre de ce résultat, car elles constituent un point d'entrée essentiel pour fournir des services, des informations et des activités sûrs et accessibles qui favorisent l'autonomisation et la guérison des femmes et des filles. La réussite des programmes de lutte contre la VBG passe par l'identification de points d'entrée appropriés pour chaque groupe de survivant(e)s.

Un **système unique et efficace d'orientation** des survivant(e)s vers ces services, y compris ceux non liés directement à la VBG,

58 Pour de plus amples informations sur la méthode à adopter lorsqu'aucun acteur de la lutte contre la VBG n'est disponible, consulter les directives interorganisations dans le document : *How to Support Survivors of GBV When a GBV Actor Is Not Available in Your Area: A Step-by-step Pocket Guide for Humanitarian Practitioners – Version 2.0*. Disponible à l'adresse : <https://gbvguidelines.org/en/pocketguide/>.

59 À l'échelle mondiale, les directives interorganisations de gestion des cas de VBG publiées récemment et intitulées « *Interagency Gender-Based Violence Case Management Guidelines* » et le Système de gestion des informations sur la violence basée sur le genre (GBVIMS) servent de directives aux services de gestion de la VBG dans les situations de crise humanitaire.

doit être mis en place pour s'assurer que les survivant(e)s ont accès à l'assistance nécessaire et souhaitée.

Pour cela, **les communautés doivent avoir accès à l'information** sur les services de soutien disponibles et participer à l'élaboration de messages appropriés sur les services et à l'identification des canaux pertinents pour diffuser ces messages. Une première étape vers la réduction des préjudices subis consiste à ce que les communautés elles-mêmes aident les survivant(e)s à accéder aux services vitaux.

En outre, il est important que toutes **les parties prenantes soient sensibilisées** à l'élaboration de mécanismes de réparation et de justice réparatrice adaptés et axés sur les survivant(e)s et qu'elles **renforcent leurs capacités** en ce sens. Dans la plupart des cas, la mise en œuvre de ces mécanismes incombe au gouvernement.

L'accès à des services multisectoriels est un droit pour tou(te)s les survivant(e)s de VBG, y compris les survivant(e)s d'exploitation et d'abus sexuels (EAS). Souvent, l'attention accordée à l'enquête et à la redevabilité dans les cas d'EAS peut occulter le fait que les survivant(e)s de ces violences ont le droit de bénéficier des mêmes services d'assistance que les autres survivant(e)s de VBG. L'OIM doit encourager le sous-groupe/sous-secteur sur la VBG et le réseau national de la PEAS à travailler ensemble afin de s'assurer que les prestataires de services sachent comment signaler les cas d'EAS par le biais des mécanismes de plainte adaptés et que les coordonnateurs du réseau de PEAS connaissent les mécanismes permettant d'orienter les survivant(e)s vers les services d'assistance.

Comme indiqué dans le modèle, ce résultat nécessite la mise en place d'interventions spécialisées demandant la présence d'experts de la lutte contre la VBG au cours de l'opération et d'interventions stratégiques non spécialisées pouvant être menées par tous les secteurs de l'OIM<sup>60</sup>. **Chaque membre du personnel et chaque partenaire de l'OIM doit au moins être en mesure de fournir, en toute sécurité, un soutien de base et des informations aux survivant(e)s de VBG et de faciliter leur accès aux services disponibles sans causer de préjudices supplémentaires.** Toute opération de l'OIM prévoyant la mise en place d'interventions spécialisées doit déployer des capacités de lutte contre la VBG qualifiées et respecter l'approche axée sur les survivant(e)s et ses quatre principes que sont la sécurité, le respect, la confidentialité et la non-discrimination.

**Résultat 3 : Les conditions qui perpétuent la VBG sont progressivement modifiées pour laisser place à un contexte d'égalité des sexes.**

**Prévenir la VBG** signifie s'attaquer aux causes profondes de cette violence et prendre les mesures nécessaires pour

empêcher la VBG de se produire. Les inégalités entre les sexes et le déséquilibre des rapports de force entre hommes et femmes sont à l'origine de la VBG. Il est donc indispensable d'opérer des changements sociaux et institutionnels pour modifier ces causes profondes et réduire puis éliminer la VBG. L'OIM s'est engagée à faire progresser l'égalité entre les sexes et à protéger les personnes touchées par les crises face à la VBG. Le travail de l'OIM implique donc nécessairement de modifier progressivement les conditions qui perpétuent ces violences. Dans le cas contraire, les programmes ne seraient pas en mesure de répondre aux besoins, aux capacités et aux priorités des populations affectées et de garantir une assistance et une protection équitables, basées sur les droits et propices à l'autonomisation. Les opérations de l'OIM seraient également vraisemblablement moins inclusives, efficaces et performantes. En définitive, le développement de communautés pacifiques, équitables et stables est soumis à l'élimination de toutes les formes de violence.

Même si les crises et les situations de fragilité sont susceptibles d'exacerber les risques de VBG et les vulnérabilités face à cette violence, elles peuvent aussi être l'occasion de remettre en question les normes et pratiques sociales néfastes en vue de transformer les conditions discriminatoires qui prévalent en un environnement propice à l'égalité des sexes. Pour améliorer l'équité dans l'accès aux ressources et aux opportunités et leur contrôle sur le long terme, il est primordial de transformer les normes et les systèmes.

Suivant la phase de la crise concernée, l'atteinte de ce résultat peut nécessiter la mise en œuvre d'interventions communautaires visant à promouvoir des changements positifs dans les normes socioculturelles relatives au genre, à l'égalité des sexes, à la violence, à la communication non violente et à l'utilisation ou l'abus du pouvoir<sup>61</sup>, ou d'interventions promouvant l'autonomisation politique, sociale et économique des femmes et des filles. Des programmes transitoires peuvent impliquer les hommes et les garçons dans la promotion de normes sociales positives, y compris d'une autre notion de la masculinité.

Étant donné que les conditions qui perpétuent la VBG dépassent la sphère communautaire et s'étendent au niveau national/institutionnel<sup>62</sup>, et que la responsabilité finale de la mise en œuvre des lois, politiques et services relatifs à la VBG incombe aux gouvernements nationaux, la réalisation du résultat 3 requiert le déploiement d'interventions qui encouragent les responsables à insuffler le changement et à promouvoir la redevabilité. Des efforts doivent être déployés pour renforcer les capacités et les mécanismes nationaux qui luttent contre la VBG et favorisent l'égalité des sexes. En outre, il est indispensable d'adopter des mesures à tous les niveaux de l'OIM dans le but d'améliorer la redevabilité de l'Organisation envers les personnes touchées par les crises, y compris en matière de PEAS.




60 Le renforcement des capacités est une intervention transversale pour tous les membres du personnel impliqués dans les programmes de lutte contre la VBG.

61 Avec le transfert des programmes du niveau individuel/du ménage à l'échelle communautaire, il est important de comprendre les normes et attitudes, ainsi que les capacités d'absorption ou d'adaptation. Voir : OIM, *The Progressive Resolution of Displacement Situations Framework*, 2016.

62 Les interventions axées sur les systèmes visent à renforcer les capacités et à soutenir la création de politiques et de pratiques qui défendent les droits des populations. Voir : OIM, *The Progressive Resolution of Displacement Situations Framework*, 2016.



MODÈLE OPÉRATIONNEL DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE EN SITUATION DE CRISE

VISION	Les personnes touchées par des crises vivent à l'abri de la violence basée sur le genre									
OBJECTIF	Assurer la sécurité, la dignité et le bien-être de toutes les personnes touchées par des crises, en particulier les femmes et les filles, et veiller à ce que l'ensemble des opérations de crise de l'OIM garantisse en priorité, intègre et coordonne l'accès équitable de ces populations aux services.									
APPROCHE	 <b>ATTÉNUATION DES RISQUES</b> Combattre les facteurs favorisant la VBG, réduire les risques de VBG et ne pas nuire.			 <b>SOUTIEN AUX SURVIVANT(E)S</b> Faciliter l'accès des survivant(e)s aux services spécialisés.			 <b>RÉSOLUTION DES CAUSES PROFONDES</b> Modifier les conditions qui perpétuent la VBG.			
RÉSULTATS	1. Tous les groupes à risque, en particulier les femmes et les filles, font face à un risque restreint de VBG.			2. Tou(te)s les survivant(e)s de VBG ont accès à des services multisectoriels axés sur les survivant(e)s, notamment en réponse à des actes d'exploitation et d'abus sexuels.			3. Les conditions qui perpétuent la VBG sont progressivement modifiées pour laisser place à un contexte d'égalité des sexes.			
	a. Tous les programmes sont sûrs, décents et accessibles à tous.		b. Tous les programmes encouragent la résilience.	a. Tous les membres du personnel et les partenaires de l'OIM facilitent l'accès aux services de lutte contre la VBG de manière sûre et éthique.		b. Les communautés sont sensibilisées à l'accès des survivant(e)s aux services disponibles et les soutiennent dans cette démarche.	a. Des efforts communautaires de prévention, y compris des approches axées sur les normes sociales, sont déployés progressivement.		b. Les structures de redevabilité sont renforcées.	
INTERVENTIONS STRATÉGIQUES	★ Former le personnel de l'OIM, les autorités nationales et les partenaires à la protection, aux concepts clés, principes, identification des risques et mesures d'atténuation de la VBG, à la PEAS, à la RPA et au Code de conduite.		★ S'assurer que la participation et la voix des femmes et des filles soient intégrées à tous les aspects d'une intervention d'urgence (p. ex., participation des femmes à la gouvernance du site), y compris lors du recrutement de membres du personnel féminins et du renforcement de leurs capacités.		Déployer des spécialistes de la protection/lutte contre la VBG pour diriger et soutenir les programmes de lutte contre la VBG.					
	★ Identifier les risques et les groupes vulnérables propres au contexte par le biais d'évaluations participatives et de collectes de données, y compris des audits de sécurité réguliers.		★ Garantir la participation active des femmes et des filles à tous les processus d'évaluation et de planification.		★ Former et encourager le personnel et les partenaires de l'OIM à orienter de manière sûre et éthique les survivant(e)s vers les services spécialisés/systèmes d'orientation disponibles en cas de signalement d'un abus ou d'une violence.		Collaborer avec les communautés pour élaborer des approches de sensibilisation et des messages adaptés au contexte.	Concevoir et mettre en œuvre des interventions qui encouragent l'autonomisation politique, sociale et économique des femmes et des filles.		Renforcer la capacité des autorités nationales à promulguer et appliquer des lois, des politiques et des protocoles qui encouragent l'égalité des sexes et luttent contre la VBG.
	★ Collecter et examiner systématiquement des données ventilées par sexe et par âge sur les besoins de chaque groupe et leur accès à l'aide.		★ Améliorer l'accès de chaque groupe à l'information relative aux ressources et aux possibilités (p. ex., emplacement, canaux de distribution, heures d'ouverture et accès pour les personnes handicapées).		Encourager la cartographie des services de lutte contre la VBG dans toutes les opérations de l'OIM.	Renforcer la capacité des autorités nationales à fournir des services juridiques, de santé, de sécurité et de soutien psychosocial axés sur les survivant(e)s.	Sensibiliser les communautés aux services spécialisés disponibles en choisissant une méthode sûre et adaptée au contexte.	Impliquer les hommes et les garçons dans la conception et la mise en œuvre de programmes qui encouragent des normes et comportements positifs favorisant des communautés respectueuses, égalitaires, stables et non violentes.		Créer ou améliorer l'accès aux différentes formes d'assistance à la réparation et à la compensation.
	★ Impliquer les femmes et les filles dans l'évaluation de leur accès aux services et du niveau de sécurité qu'offre la prestation de ces services.		★ Identifier et distribuer les articles qui répondent spécifiquement aux besoins des femmes et des filles (p. ex., kits de dignité, lanternes solaires et verrous).		Faire le lien vers des programmes non liés directement à la VBG dans les systèmes d'orientation.	Former les prestataires de services de santé à la prise en charge clinique des survivant(e)s et distribuer des médicaments et des fournitures.		Concevoir et mettre en œuvre des interventions visant à modifier les pratiques et normes sociales liées au genre néfastes.		Soutenir/créer des réseaux de PEAS.
	★ Définir et prendre des mesures adaptées au contexte en faveur de la population affectée afin d'améliorer sa sécurité (p. ex., patrouilles, contingents de femmes et éclairage).		Élaborer et mettre en œuvre des activités visant spécifiquement à répondre aux besoins et à renforcer les capacités des personnes les plus vulnérables face à la VBG (p. ex., programmes économiques ou liés à la terre ou aux moyens de subsistance, interventions de réintégration, et soutien des groupes et réseaux de femmes et de filles grâce à des connaissances techniques et du matériel).		Soutenir le développement et la mise à jour des systèmes d'orientation dans les zones géographiques des opérations.	Créer ou soutenir les services de soutien psychosocial et répondre aux différents besoins de tou(te)s les survivant(e)s de la VBG.				Créer ou soutenir des mécanismes communautaires de communication des plaintes ou d'autres mécanismes visant à promouvoir l'atténuation de la VBG et la prise en charge des cas de VBG/d'EAS.
	★ Établir des systèmes de RPA comprenant des mécanismes de communication des plaintes et de commentaire afin de garantir un accès sûr et équitable à l'information, à l'assistance et aux services.		Soutenir les espaces prenant en compte les besoins des femmes et des filles.				Identifier ou créer et gérer des espaces prenant en compte les besoins des femmes et des filles, ainsi que d'autres points d'entrée adaptés à chaque groupe de survivant(e)s.			
	★ Sensibiliser les communautés au Code de conduite de l'OIM et à ses principes de RPA.						Améliorer les services juridiques et de sécurité (p. ex., prendre des mesures juridiques face à la violence sexuelle liée au conflit et encourager/proposer des hébergements d'urgence).			
	★ Maintenir des protocoles de PEAS et des mécanismes de signalement dans l'ensemble du système humanitaire.						Renforcer la capacité des prestataires de service à répondre aux besoins particuliers des survivant(e)s de la traite d'êtres humains et d'EAS.			
	★ Soutenir le mécanisme de coordination de la lutte contre la VBG et consulter les partenaires quant aux interventions prioritaires à l'échelle du système.									
	Interventions non spécialisées					Interventions spécialisées				

★ Mesures essentielles

27

★ Mesures essentielles

## ANNEXE I : GLOSSAIRE

TERME	DÉFINITION
Atténuation (des risques de VBG)	L'atténuation désigne les mesures prises pour limiter les risques d'exposition à la violence basée sur le genre (p. ex., en veillant à l'instauration immédiate de stratégies de réduction des risques lorsque des lieux dangereux sont signalés, en mettant en place un éclairage suffisant et des patrouilles de sécurité dès la création de camps de personnes déplacées) <sup>1</sup> .
Auteur	Personne, groupe ou institution infligeant directement ou soutenant par tout autre moyen la violence ou les abus infligés à quelqu'un contre son gré <sup>2</sup> .
Autonomisation	Processus permettant à des êtres humains d'exercer un contrôle plus important sur les décisions, les ressources, les politiques, les processus et les institutions qui affectent leur vie. Il vise à développer les capacités des individus et des communautés afin de leur permettre de faire des choix éclairés et d'agir en leur propre nom. Ce processus s'appuie sur une approche ascendante, au contraire de la protection, qui se base souvent sur une approche descendante <sup>3</sup> .
Catastrophe	Ce terme désigne une grave interruption du fonctionnement d'une communauté ou d'une société, quelle que soit son échelle, due à l'association de phénomènes dangereux et de conditions liées à l'exposition, la vulnérabilité et les capacités et causant un ou plusieurs des effets suivants : pertes ou répercussions humaines, matérielles, économiques et environnementales <sup>4</sup> .
Confidentialité	Principe éthique régissant une réponse appropriée au signalement d'un cas de VBG. C'est une question de sécurité, de confiance et de responsabilisation. La confidentialité est liée au droit des individus de décider à qui ils veulent, ou non, raconter leur histoire. Le respect de la confidentialité interdit la divulgation d'informations à un tiers sans le consentement éclairé de la personne concernée <sup>5</sup> . Toute information écrite est conservée dans des dossiers sécurisés et seuls des renseignements non identifiants sont consignés dans les dossiers médicaux ou sociaux. Le respect de la confidentialité en cas de VBG signifie que tout membre du personnel amené à entrer en contact avec le ou la survivant(e) ne doit jamais discuter des détails du cas avec sa famille ou ses amis ni avec ses collègues qui n'ont pas à connaître ces abus. Il existe des limites de confidentialité lorsqu'il est question d'enfants ou de personnes exprimant leur intention de se faire du mal ou de blesser quelqu'un d'autre <sup>6</sup> .
Consentement/ consentement éclairé	Pour déterminer si un acte est commis contre le gré de quelqu'un, il est important d'examiner la question du consentement. Le consentement éclairé est <b>donné librement</b> . Il est fondé sur une appréciation et une compréhension claires des faits, des répercussions et des conséquences futures d'un acte. Pour donner son consentement éclairé, la personne concernée doit disposer de tous les éléments pertinents au moment de signifier son accord et être en mesure d'évaluer et de comprendre les conséquences d'un acte. Elle doit également être informée de son droit de s'abstenir d'agir ou de ne pas y être contrainte (par la force ou sous la menace) et avoir la possibilité d'exercer ce droit. Les enfants sont en général considérés comme incapables de donner leur consentement éclairé, parce qu'ils n'ont pas la capacité ou la maturité requise pour anticiper les implications d'un acte et qu'ils ne comprennent pas ou n'ont pas les moyens d'exercer leur droit de refus.  Il existe également des circonstances dans lesquelles il est impossible d'obtenir le consentement en raison de troubles cognitifs ou du développement ou d'autres déficiences physiques ou sensorielles <sup>7</sup> .
Continuum de la violence	Cadre qui considère la VBG non comme un phénomène isolé et spontané, mais plutôt comme une partie d'un schéma plus large de la violence, engendré par un déséquilibre des relations de pouvoir entre les genres. Même si le degré de violence peut varier selon ce continuum, les différents actes de violence ont comme toile de fond des relations de pouvoir basées sur le genre et doivent ainsi être analysés et traités en conséquence <sup>8</sup> .
Crise migratoire	Les crises migratoires désignent les flux migratoires et les schémas de mobilité complexes et souvent massifs engendrés par une crise, qui placent généralement les personnes et les communautés touchées dans un état de grande vulnérabilité et posent des problèmes de gestion des migrations aigus et de longue durée <sup>9</sup> . Une crise migratoire peut survenir brusquement ou s'installer progressivement, découler de facteurs naturels ou d'actions humaines, et se dérouler dans les limites d'un territoire national ou transcender les frontières <sup>10</sup> .

1 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 1.

2 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 325.

3 OIM, *Glossaire sur la migration*, Droit international de la migration n° 25, deuxième édition, Genève, 2011, p. 29.

4 OIM, *Glossaire sur la migration*, troisième édition, Genève, 2018.

5 UNICEF, *Gender-Based Violence in Emergencies Programme Resource Pack* (à paraître).

6 Adapté de : Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 324. Disponible à l'adresse : <https://gbvguidelines.org/fr/>.

7 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 324.

8 Le concept de continuum de la violence a été introduit par Liz Kelly. Voir : L. Kelly, *Surviving Sexual Violence*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1989.

9 OIM, Site Internet du Cadre opérationnel de l'OIM en cas de crise migratoire (COCM). Disponible à : <https://emergencymanual.iom.int/entry/37151/migration-crisis-operational-framework-mcof#1,1532014674830>.

10 OIM, *Glossaire sur la migration*, deuxième édition, 2011.

TERME	DÉFINITION
Discrimination	Ce terme fait référence à toute distinction, exclusion, restriction ou préférence basée notamment sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation, et ayant pour effet ou pour but de compromettre ou de détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par tous, dans des conditions d'égalité, de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales <sup>11</sup> .
Égalité des sexes	L'égalité des sexes, ou l'égalité entre les femmes et les hommes, fait référence à l'exercice égal par les femmes, filles, hommes et garçons des droits, possibilités, ressources et récompenses. L'égalité ne signifie pas que les femmes, les hommes, les filles et les garçons sont identiques, mais que l'exercice de leurs droits, possibilités et chances n'est pas régi ou limité par leur genre <sup>12</sup> .
Équité entre les sexes	Ce terme désigne la répartition juste et équitable des avantages et des responsabilités entre les femmes et les hommes en fonction de leurs besoins respectifs. Elle est considérée comme une partie du processus visant à atteindre une égalité des genres pour ce qui est des droits, des prestations, des obligations et des possibilités <sup>13</sup> .
Genre	Le genre fait référence aux différences imposées par la société entre les femmes et les hommes – et aux relations entre eux, ainsi qu'au sein de chaque groupe – et ce, tout au long de leur vie. Celles-ci diffèrent en fonction du contexte et de l'époque et changent au fil du temps, au sein d'une même culture et entre les différentes cultures. Le genre, tout comme la tranche d'âge, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, détermine les rôles, les responsabilités, le niveau de pouvoir et l'accès aux ressources de chacun. Ces derniers sont également influencés par d'autres facteurs de diversité, tels que le handicap, la classe sociale, la race, la caste, l'origine ethnique, l'appartenance religieuse, la richesse économique, le statut marital, le statut migratoire, le fait d'être déplacé ou non et le milieu urbain ou rural <sup>14</sup> .
Groupe vulnérable	Selon le contexte, ce terme renvoie à un groupe social ou un secteur de la société (p. ex., enfants, personnes âgées ; personnes handicapées ; minorités ethniques ou religieuses ; migrants, en particulier ceux en situation irrégulière ; personnes de sexe, d'orientation sexuelle et d'identité de genre différents) exposé à un risque accru de discrimination, de violence, d'inégalités sociales ou de difficultés économiques par rapport aux autres groupes du même État. Ces groupes sont également plus exposés en période de conflit, de crise ou de catastrophe <sup>15</sup> .
Intégration transversale de l'égalité des sexes	Processus visant à évaluer les implications pour les femmes et les hommes migrants de toute action planifiée, y compris la législation, les politiques ou les programmes, avec pour objectif final d'atteindre l'égalité des sexes <sup>16</sup> . C'est une stratégie d'intégration des préoccupations et des expériences des hommes et des femmes en tant que partie intégrante de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques et programmes dans l'ensemble des sphères politiques, économiques et sociétales, afin que les femmes et les hommes en tirent parti sur une base d'égalité et que les inégalités ne se perpétuent pas <sup>17</sup> .
Intégration transversale de la VBG	Cette stratégie consiste à : 1) intégrer des mesures pour éviter la survenue de la VBG, atténuer les risques de VBG et répondre aux besoins des survivant(e)s de la VBG dans toutes les politiques et activités d'une organisation ; 2) s'assurer que des mesures de lutte contre la VBG sont prises à tous les stades d'une crise ; et 3) promouvoir les droits de l'homme. Elle donne une place centrale aux interventions de lutte contre la VBG, quel que soit le stade du cycle des programmes d'action humanitaire, et s'assure que les problèmes de VBG ne sont pas ignorés ou considérés comme accessoires ou optionnels. L'intégration transversale permet de minimiser les cas où le risque de VBG est involontairement aggravé lorsque les questions liées à la dynamique de genre ou à la protection ne sont pas prises en compte dans la conception et la mise en œuvre des programmes <sup>18</sup> .
Intersectionnalité	L'intersectionnalité désigne un cadre analytique permettant de comprendre de quelles manières les systèmes de pouvoir imbriqués, tels que ceux régissant la race, le genre, l'identité sexuelle et la classe, se chevauchent et s'entrecroisent pour accorder des privilèges uniques à certains et marginaliser d'autres personnes ou groupes <sup>19</sup> .
Migration	Ce terme fait référence au déplacement d'une personne ou d'un groupe de personnes, à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire d'un État. La notion de migration englobe tous les types de mouvements de population impliquant un changement du lieu de résidence habituelle, à partir du moment où aucun retour imminent n'est envisagé ou possible au moment du déplacement <sup>20</sup> .

11 Comité des droits de l'homme, Observation générale 18 : Non-discrimination, trente-septième session, 10 novembre 1989, paragraphe 7 dans le document HRI/GEN/1/Rev.1, p. 26. Disponible à <https://undocs.org/fr/HRI/GEN/1/Rev.1>.

12 Comité permanent interorganisations, *Le guide des genres pour les actions humanitaires*, 2017, p. 381.

13 *Ibid.*

14 Comité permanent interorganisations, *Le guide des genres pour les actions humanitaires*, 2017, p. 380. Dans le guide *Working with Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender and Intersex (LGBTI) Persons in Forced Displacement and the Humanitarian Context*, Genève, 2017, le genre est défini comme « les rôles, comportements, activités et attributs socialement construits qu'une société considère comme appropriés pour les individus, en fonction du sexe qui leur a été attribué à la naissance » (Module 1 : Participant Workbook, p. 4-7). Disponible à l'adresse : [www.dropbox.com/sh/phlv27f20kx0v7/AABU6ryAEpywcfXrYkOUdLgAa?dl=0](http://www.dropbox.com/sh/phlv27f20kx0v7/AABU6ryAEpywcfXrYkOUdLgAa?dl=0).

15 OIM, *Glossaire sur la migration*, deuxième édition, 2018.

16 OIM, page Web sur l'intégration transversale du genre sur le site *Internet Emergency Manual*. Disponible à : <https://emergencymanual.iom.int/entry/40508/gender-mainstreaming>.

17 Comité permanent interorganisations, *Le guide des genres pour les actions humanitaires*, 2017, p. 381.

18 UNFPA, *Normes minimales*, 2012, p. 58.

19 K. Crenshaw, « Demarginalizing the intersection of race and sex: A black feminist critique of antidiscrimination doctrine, feminist theory and antiracist politics », *University of Chicago Legal Forum*, 1989(1):138–167.

20 OIM, *Glossaire sur la migration*, deuxième édition, 2011.

TERME	DÉFINITION
Ne pas nuire	Selon le principe de « <b>ne pas nuire</b> », les organisations humanitaires doivent s'efforcer de « minimiser le tort qu'elles pourraient causer par inadvertance, du fait de leur présence ou de l'assistance qu'elles fournissent ». Ces répercussions négatives involontaires sont parfois importantes et extrêmement complexes. Les acteurs humanitaires peuvent réaffirmer ce principe dans leurs interventions liées à la violence basée sur le genre en mettant l'accent sur l'approche basée sur les droits de l'homme, l'approche axée sur les survivant(e)s, l'approche communautaire et l'approche systémique <sup>21</sup> .
Non-discrimination (principe de)	Ce principe oblige les États (et les acteurs de la crise) à ne faire preuve d'aucune discrimination à l'égard de quelque personne que ce soit. Ce terme fait référence à toute distinction, exclusion, restriction ou préférence basée notamment sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation, et ayant pour effet ou pour but de compromettre ou de détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par tous, dans des conditions d'égalité, de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales <sup>22</sup> .  Dans le contexte des interventions de lutte contre la VBG, la non-discrimination signifie que toutes les interventions de lutte contre la VBG seront conçues de sorte à garantir l'accès aux soins et à l'assistance, ainsi que des prestations d'un même niveau de qualité, pour toutes les personnes souhaitant obtenir de l'aide ou les personnes touchées par la VBG, sans tenir compte de leur sexe, leur orientation sexuelle, leur identité de genre, leur âge, leur origine ethnique, leur religion ou tout autre statut.
Personnes au sexe, à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre différents	Terme générique regroupant toutes les personnes dont le sexe, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre les placent en dehors du courant dominant, ainsi que les personnes dont l'identité de genre ne correspond pas au sexe qui leur a été assigné à la naissance <sup>23</sup> .
Prévention	La prévention désigne l'adoption de mesures pour empêcher la VBG d'apparaître (en amplifiant les activités favorisant l'égalité des sexes, en collaborant avec les communautés pour mettre fin aux pratiques qui contribuent à la VBG, etc.) <sup>24</sup> .
Prise en charge des cas	La prise en charge des cas de VBG désigne une méthode structurée permettant de venir en aide à un(e) survivant(e). Cette méthode implique une organisation, généralement un acteur des services sociaux ou de soutien psychosocial, qui est responsable d'informer les survivant(e)s de tous les recours qui s'offrent à eux et d'identifier et suivre de manière coordonnée les problèmes auxquels sont confrontés un(e) survivant(e) et sa famille, tout en apportant un soutien émotionnel à la personne concernée tout au long du processus. En raison de sa pertinence et de son usage de longue date dans le soutien des populations vulnérables nécessitant une gamme de services intersectoriels, la prise en charge des cas est devenue une approche couramment utilisée dans les situations humanitaires, qui s'inspire largement du secteur du travail social <sup>25</sup> .
Programmes de lutte contre la VBG	Les programmes de lutte contre la VBG font référence à un spectre complet de programmes visant à lutter contre la VBG. Ils englobent aussi bien des programmes spécialisés de lutte contre la VBG, que des programmes d'atténuation des risques <sup>26</sup> .
Programmes spécialisés de lutte contre la VBG	Ces programmes, également appelés programmes de lutte contre la VBG ciblés ou autonomes, sont axés sur des interventions globales et techniques pour la prévention de la VBG et des services d'intervention pour les survivant(e)s. Les programmes spécialisés peuvent cibler une forme de VBG particulière, telle que la violence sexuelle liée aux conflits, ou combattre les formes multiples de VBG survenant au sein de la population. La prise en charge et la gestion des survivant(e)s de VBG constituent une intervention commune qui répond aux besoins d'un(e) survivant(e) en l'orientant vers des services spécialisés de lutte contre la VBG (services médicaux d'urgence) et des services non spécialisés de lutte contre la VBG (distribution de produits non alimentaires/mise à disposition d'un hébergement), et qui peut également donner accès à des activités de réhabilitation et d'autonomisation, telles que l'autonomisation économique, la réinsertion sociale et les services de soutien émotionnel. Les programmes spécialisés de lutte contre la VBG peuvent également inclure des soins et un soutien aux survivants de sexe masculin, qui représente un domaine de compétences spécifique. Un autre exemple de programme spécialisé de lutte contre la VBG est l'aide/assistance juridique apportée aux survivant(e)s de la VBG en vue de leur fournir les informations, le soutien et parfois le conseil juridique dont ils ont besoin pour accéder à la justice pénale ou civile. Les interventions de prévention dans les programmes spécialisés de lutte contre la VBG vont généralement au-delà des interventions d'atténuation des risques mises en place par tous les secteurs humanitaires et peuvent inclure des approches communautaires pour influencer l'évolution des normes socioculturelles autour du genre, de l'égalité des sexes et de l'utilisation ou de l'abus du pouvoir. Impliquer les communautés dans la transformation des croyances néfastes peut passer par la sensibilisation des hommes et des garçons à l'égalité des sexes, la promotion des interprétations positives de la masculinité, et la promotion de l'autonomisation des femmes au sein de la communauté pour soutenir la prévention de la VBG <sup>27</sup> .

21 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 45.

22 OIM, *Glossaire sur la migration*, troisième édition, 2018.

23 OIM, *Glossaire sur la migration*, troisième édition, 2018.

24 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 1.

25 Comité de pilotage du système GBVIMS, *Interagency Gender-Based Violence Case Management Guidelines*, 2017.

26 *Appel à l'action – Feuille de route 2016-2020*, 2015, p. 27.

27 *Appel à l'action – Feuille de route 2016-2020*, 2015, p. 23-30.

TERME	DÉFINITION
Protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS)	Ce terme désigne l'obligation incombant aux acteurs internationaux de l'intervention humanitaire, du développement et du maintien de la paix de notamment prévenir les cas d'exploitation ou d'abus sexuels commis par des membres du personnel des Nations Unies, des ONG ou des organisations intergouvernementales à l'encontre des populations touchées, de mettre en place des mécanismes de signalement confidentiels et de prendre des mesures sûres et éthiques dans les plus brefs délais lorsque de tels incidents se produisent. La PEAS est un aspect important de la prévention de la VBG. Par conséquent, les actions dans ce domaine doivent s'appuyer sur l'expertise et les programmes relatifs à cette dernière, notamment pour garantir les droits des survivant(e)s et le respect des autres principes directeurs <sup>28</sup> .
Santé mentale et soutien psychosocial (SMSPS)	Ce terme désigne un soutien visant à protéger ou promouvoir le bien-être psychosocial ou à prévenir ou traiter un trouble mental. Une approche SMSPS est une façon de s'impliquer dans une situation, de l'analyser et d'y répondre, en tenant compte à la fois des aspects psychologiques et des aspects sociaux. Cela peut englober des interventions de soutien dans les secteurs de la santé, de l'éducation, des services communautaires et de la protection, entre autres <sup>29</sup> .
Sexe	Le sexe désigne les caractéristiques physiques et biologiques qui différencient les hommes et les femmes. Le terme fait référence à l'anatomie et aux attributs physiques d'une personne, tels que ses organes reproducteurs internes et externes <sup>30</sup> .
Survivant(e)/Victime	Ce terme désigne une personne ayant subi des violences basées sur le genre. Les termes « survivant(e) » et « victime » sont souvent utilisés indifféremment. Le terme « victime » relève plutôt du vocabulaire juridique et médical, tandis que le terme « survivant(e) » est privilégié dans les domaines du soutien social et psychosocial en raison du concept sous-jacent de résilience qu'il renferme. L'OIM utilise le terme « survivant(e) » <sup>31</sup> .
Système de gestion des informations sur la violence basée sur le genre (GBVIMS)	Le GBVIMS a été créé pour harmoniser la collecte des données sur la VBG dans les situations humanitaires, pour fournir un système simple aux gestionnaires de projets de lutte contre la VBG et leur permettre de recueillir, stocker et analyser leurs données, et pour permettre le partage sûr et éthique des données relatives aux cas de VBG signalés. L'objectif du GBVIMS est à la fois d'aider les prestataires de services à mieux comprendre les cas de VBG signalés et de permettre aux acteurs de la lutte contre la VBG de partager les données en interne, entre les sites de projets, et en externe, avec les organismes, en vue d'effectuer une analyse plus large des tendances et d'améliorer la coordination de la lutte contre la VBG <sup>32</sup> .
Violence basée sur le genre (VBG)	La violence basée sur le genre, appelée aussi « violence sexiste » ou « violence sexospécifique », est un terme générique décrivant les actes préjudiciables commis contre le gré d'une personne en se fondant sur les différences établies par la société entre les hommes et les femmes (le genre). Sont concernés tous les actes causant un préjudice ou des souffrances physiques, psychologiques ou sexuelles, la menace de tels actes, la contrainte et d'autres privations de liberté, que ce soit dans la sphère publique ou la sphère privée <sup>33</sup> .
Vulnérabilité	<p>Dans un contexte migratoire, la vulnérabilité désigne la capacité limitée à éviter un préjudice, y résister, y faire face ou s'en relever. Cette capacité limitée résulte d'une interaction unique de caractéristiques et de conditions à l'échelle individuelle, du ménage, de la communauté et structurelle. Le concept de vulnérabilité implique une exposition et une sensibilité à une forme de préjudice. Il existe différentes formes de préjudices et le terme est donc utilisé différemment selon les secteurs (p. ex., vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, vulnérabilité aux risques naturels, vulnérabilité à la violence et aux abus ou vulnérabilité à la violation des droits)<sup>34</sup>.</p> <p>La vulnérabilité est engendrée par le chevauchement et la coexistence de facteurs personnels, sociaux, conjoncturels et structurels. Par exemple, dans les communautés touchées par des crises ou des catastrophes, les personnes ou les groupes peuvent être exposés différemment aux risques naturels ou de négligence, de discrimination, d'abus et d'exploitation, du fait des effets conjugués de nombreux facteurs : leurs caractéristiques sociodémographiques, leurs capacités (y compris leurs connaissances, leurs réseaux, leur accès aux ressources, à l'information et aux alertes précoces), l'endroit où ils se trouvent (site pour personnes déplacées, centre de transit ou à la frontière) et les facteurs provoqués par la crise qui ont une incidence sur leur situation (p. ex., séparation, perte ou absence de ressources et de perspectives, discrimination dans l'accès à l'aide)<sup>35</sup>.</p>

28 Ibid., p. 8.

29 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 325.

30 ONU-Femmes, *Glossaire sur l'égalité des sexes*, 2017. Disponible à : <https://trainingcentre.unwomen.org/mod/glossary/view.php?id=151&mode=letter&lang=fr>.

31 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 326.

32 GBVIMS, « Purpose ». Disponible à : [www.gbvim.com/what-is-gbvims/purpose/](http://www.gbvim.com/what-is-gbvims/purpose/).

33 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 322.

34 OIM, *Glossaire sur la migration*, troisième édition, 2018.

35 OIM, IN/232 : Note d'orientation sur la protection transversale dans toutes les interventions de l'OIM en cas de crise, 2016, p. 6-7.

## ANNEXE II : FORMES/TYPES COURANTS DE VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

TYPE/FORME	DÉFINITION/DESCRIPTION <sup>1</sup>
Abandon de conjointe	Bien que ce terme ne soit inclus dans aucune typologie de la VBG interorganisations, il fait référence au fait qu'un mari ou un partenaire abandonne sa/ses femme(s) ou ses enfants dans un pays ou sur un site à la suite d'une migration ou d'un déplacement <sup>2</sup> .
Abus sexuel	Ce terme désigne toute atteinte sexuelle commise avec force, contrainte ou à la faveur d'un rapport inégal, la menace d'une telle atteinte constituant aussi l'abus sexuel <sup>3</sup> .
Abus sexuels sur les enfants	Ce terme est généralement utilisé pour désigner toute activité sexuelle entre un enfant et un membre de sa famille proche (inceste) ou entre un enfant et un adulte ou un enfant plus âgé extérieur au cercle familial. Il implique soit l'usage explicite de la force ou de la contrainte, soit, dans le cas où le/la survivant(e) ne peut pas donner son consentement en raison de son jeune âge, l'usage implicite de la force <sup>4</sup> .
Agression physique	Abus physique n'étant pas de nature sexuelle. Entre autres exemples : coups, gifles, strangulation, coupures, bousculades, brûlures, tirs ou usage d'armes, quelles qu'elles soient, attaques à l'acide ou tout autre acte occasionnant des douleurs, une gêne ou des blessures <sup>5</sup> .
Agression sexuelle	Toute forme de contact sexuel sans consentement ne débouchant pas ou ne reposant pas sur un acte de pénétration. Entre autres exemples : les tentatives de viol, ainsi que les baisers, les caresses et les attouchements non désirés aux parties génitales ou aux fesses. Les MGF/E sont un acte de violence ciblant les organes génitaux et doivent donc être considérées comme une agression sexuelle <sup>6</sup> .
Crimes d'honneur	Le crime commis au nom de « l'honneur » se définit comme un crime violent commis à l'égard des femmes pour « avoir terni le nom et l'honneur de la famille <sup>7</sup> ». Le meurtre « d'honneur » est la forme la plus extrême du crime d'honneur, mais cette appellation regroupe d'autres violences, telles que le mariage forcé <sup>8</sup> .
Déni de ressources, de possibilités ou de services	Déni de l'accès légitime à des ressources/actifs économiques ou à des possibilités de subsistance, et à des services éducatifs, sanitaires ou autres services sociaux. On parle de déni de ressources, de possibilités ou de services, par exemple, lorsqu'on empêche une veuve de recevoir un héritage, lorsque les revenus d'une personne sont confisqués de force par son conjoint ou un membre de sa famille, lorsqu'une femme se voit interdire l'usage des moyens de contraception, lorsqu'on empêche une fille d'aller à l'école, etc. La violence économique entre dans cette catégorie. Certains actes de confinement peuvent également en faire partie <sup>9</sup> .
Déni des droits d'héritage foncier et de propriété	Dans de nombreuses régions du monde, les femmes se voient systématiquement refuser leurs droits d'héritage foncier et de propriété sur la base de leur genre ou d'autres facteurs raciaux, culturels, politiques et juridiques. Le manque de pouvoir dans l'accès et le contrôle de ces ressources place les femmes dans une position désavantageuse pour ce qui est de l'accès aux possibilités économiques et de l'indépendance. Certaines femmes se voient notamment refuser leur droit d'hériter des terres ou leur droit de propriété en cas de divorce <sup>10</sup> .
Enlèvement	Ce terme désigne le fait d'éloigner une personne par force ou persuasion frauduleuse. Dans le cadre de l'enlèvement d'un enfant, ce terme désigne le fait d'éloigner ou de retenir l'enfant en violation du droit de garde <sup>11</sup> .
Exploitation et abus sexuels (EAS)	Ce terme désigne des formes particulières de VBG signalées dans des contextes de crise, imputées spécifiquement aux travailleurs humanitaires et aux forces de maintien de la paix <sup>12</sup> .
Exploitation sexuelle	Ce terme désigne le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, d'un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles, y compris mais non exclusivement en vue d'en tirer un avantage pécuniaire, social ou politique. Certaines formes de prostitution forcée ou contrainte peuvent entrer dans cette catégorie <sup>13</sup> .
Grossesse forcée	La grossesse forcée fait référence aux situations dans lesquelles une ou plusieurs femmes est/sont mise(s) enceinte(s) de force dans l'intention de modifier la composition ethnique d'une population ou de commettre d'autres violations graves du droit international <sup>14</sup> .
Harcèlement sexuel	Le harcèlement sexuel désigne toute avance sexuelle importune et demande de faveurs sexuelles et tout comportement verbal ou physique de nature sexuelle survenant entre membres du personnel <sup>15</sup> .
Infanticide et avortement sélectif des filles	La sélection en fonction du sexe peut avoir lieu avant qu'une grossesse soit établie, pendant la grossesse au moyen d'une détection prénatale et d'un avortement sélectif, ou après la naissance par infanticide (meurtre d'un enfant) ou négligence. Cette sélection sert parfois à équilibrer les familles, mais elle est beaucoup plus souvent le fait d'une préférence systématique pour les garçons <sup>16</sup> .

1 Les définitions et descriptions fournies ici s'appuient sur les normes internationales communément admises. Veuillez noter qu'il est possible que les systèmes juridiques locaux et nationaux aient accepté d'autres définitions de VBG ou d'autres formes ou types de VBG légalement reconnus qui ne sont toutefois pas universellement acceptés comme VBG.

2 Les descriptions et les exemples s'appuient sur l'expérience et la pratique de l'OIM.

3 *Ibid.*

4 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 321.

5 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 322.

6 *Ibid.*

7 Conseil des droits de l'homme, « Report of the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, on her mission to the Occupied Palestinian Territory/State of Palestine », trente-cinquième session, 6-23 juin 2017, A/HRC/35/30/Add.2 (8 juin 2017). Disponible à : [www.refworld.org/docid/59dca83b4.html](http://www.refworld.org/docid/59dca83b4.html) (consulté le 3 septembre 2018).

8 UNICEF, Gender-Based Violence in Emergencies Programme Resource Pack (à paraître).

9 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 321.

10 Les descriptions et les exemples s'appuient sur l'expérience et la pratique de l'OIM.

11 OIM, *Glossaire sur la migration*, deuxième édition, 2011, p. 7.

12 Adapté de : Comité permanent interorganisations, *Guide des pratiques exemplaires : mécanisme communautaire de plainte interorganisations* (Genève, Comité permanent interorganisations et OIM, 2016), ix.

13 *Ibid.*

14 Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI), 2002, article 7(2)(f), partie II : juridiction, admissibilité et loi applicable.

15 Adapté de : Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 322.

16 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 321.



TYPE/FORME	DÉFINITION/DESCRIPTION <sup>1</sup>
Mariage forcé et mariage précoce (ou mariage d'enfants)	Le mariage forcé et le mariage précoce désignent tout mariage contracté sans le libre et plein consentement de l'un ou des deux futurs époux <sup>17</sup> . Le mariage forcé viole plusieurs droits de l'homme universellement reconnus <sup>18</sup> . Le mariage d'enfants désigne un mariage officiel ou une union non officialisée avant l'âge de 18 ans. Bien que certains pays autorisent le mariage avant l'âge de 18 ans, les principes internationaux des droits de l'homme les considèrent tout de même comme des mariages d'enfants, au motif qu'une personne âgée de moins de 18 ans ne peut donner son consentement éclairé. Le mariage précoce constitue donc une forme de mariage forcé, puisqu'une personne mineure n'a pas la capacité juridique de consentir à cette union <sup>19</sup> .
Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E)	Ce terme recouvre toutes les interventions incluant l'ablation partielle ou totale des organes génitaux externes de la femme ou toute autre lésion des organes génitaux féminins qui sont pratiquées pour des raisons non médicales <sup>20</sup> . Les MGF/E sont un acte de violence ciblant les organes génitaux et sont considérés comme une agression sexuelle par le GBVIMS <sup>21</sup> .
Nudité forcée	La nudité forcée désigne une forme de violence sexuelle qui consiste à contraindre une personne à se dévêtir. Ce type de violence est généralement utilisé pour accroître l'humiliation et le sentiment de vulnérabilité du/de la survivant(e) <sup>22</sup> .
Pratiques traditionnelles néfastes	Coutumes et traditions culturelles, sociales et religieuses susceptibles de porter atteinte à la santé physique ou mentale d'une personne. Tous les groupes sociaux à travers le monde possèdent leurs propres pratiques et croyances culturelles traditionnelles. Si certaines sont bénéfiques pour tout le monde, d'autres sont néfastes pour un groupe donné, par exemple les femmes. Parmi les exemples de pratiques traditionnelles néfastes figurent les mutilations génitales féminines, le gavage des femmes, les mariages précoces, les différents tabous ou pratiques qui interdisent aux femmes de contrôler leur propre fertilité, les tabous nutritionnels et les pratiques traditionnelles en matière d'accouchement, la préférence pour les fils et ses implications pour le statut des filles, l'infanticide féminin, les grossesses précoces et les dots. Au nombre des autres pratiques traditionnelles préjudiciables aux enfants figurent le ligotage, les brûlures, le marquage, les rites d'initiation violents, le gavage, le mariage forcé, les crimes « d'honneur », les violences liées à la dot, l'exorcisme et la sorcellerie <sup>23</sup> .
Préférence pour les fils	« La préférence pour les fils désigne un large éventail de valeurs et d'attitudes qui se manifestent par différentes pratiques, dont le dénominateur commun est une préférence pour les enfants de sexe masculin, souvent associée à la négligence des filles. Cela peut se traduire par un préjudice à leur égard dès la naissance ; cela peut déterminer la qualité et le degré d'attention accordée par les parents, ainsi que leur degré d'investissement dans le développement de leurs filles ; et cela peut entraîner de graves discriminations, en particulier lorsque les ressources sont rares. Bien que la négligence soit la règle, la préférence pour les fils peut, dans les cas les plus extrêmes, conduire à des avortements sélectifs ou à l'infanticide des filles <sup>24</sup> ».
Prostitution forcée	La prostitution forcée ou imposée est une forme de violence sexuelle où un auteur oblige une personne (ou plusieurs personnes) à se donner à des actes de nature sexuelle par la force, la menace ou la contrainte ou en tirant parti de l'incapacité de la personne (ou des personnes) à donner son(leur) consentement éclairé. L'auteur ou un tiers obtient ou s'attend à obtenir un avantage monétaire ou d'une autre nature en échange de ces actes de nature sexuelle ou en lien avec ces derniers <sup>25</sup> . Dans les contextes de conflit, la prostitution forcée est considérée comme un crime contre l'humanité <sup>26</sup> et un crime de guerre <sup>27</sup> par la Cour pénale internationale.
Relations sexuelles forcées	Ce terme est généralement utilisé pour désigner un viol ou une agression sexuelle.
Stérilisation forcée	La stérilisation forcée désigne une forme de violence sexuelle où les survivant(e)s sont contraint(e)s de subir une stérilisation chirurgicale ou une autre forme de stérilisation sans leur consentement libre, entier et éclairé <sup>28</sup> .
Traite d'êtres humains	Ce terme désigne « le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes <sup>29</sup> ». La traite d'êtres humains peut avoir lieu à l'intérieur des frontières d'un pays ou revêtir un caractère transnational <sup>30</sup> .

17 OIM, *Glossaire sur la migration*, troisième édition, 2018.

18 Par exemple : l'article 16(2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; l'article 2 de la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage ; et l'article premier de la Convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages.

19 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 321. Comme énoncé en son article 2, la Convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages vise à abolir le mariage d'enfants et oblige les États à prendre des mesures législatives pour spécifier un âge minimum pour le mariage.

20 *Ibid.*

21 Consulter l'Outil de classement de la violence basée sur le genre du GBVIMS.

22 Adapté de : Ferro Ribeiro et van der Straten Ponthoz, *International Protocol*, deuxième édition, 2017, section VII, chapitre 17, p. 12–14.

23 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 322.

24 HCDH, « Fact sheet no. 23: Harmful traditional practices affecting the health of women and children », section I.B.

25 Adapté de : *Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI)*, 2002, article 7(2)(f), partie II : juridiction, admissibilité et loi applicable.

26 *Ibid.*, article 7(1)(g).

27 *Ibid.*, article 8(2)(b)(xxii).

28 Adapté de : HCDH, ONU-Femmes, ONUSIDA, PNUD, UNFPA, UNICEF et OMS, *Eliminating Forced, Coercive and Otherwise Involuntary Sterilization: An Interagency Statement*, Genève, OMS, 2014.

29 Organisation des Nations Unies, Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, GA/RES 55/25 du 15 novembre 2000.

30 Voir : OIM, *IOM Handbook on Direct Assistance for Victims of Trafficking*, Genève, 2007, disponible à : <https://publications.iom.int/books/iom-handbook-direct-assistance-victims-trafficking-0> ; et OIM, *IOM Data Protection Manual*, Genève, 2010, disponible à : <https://publications.iom.int/books/iom-data-protection-manual>. Consulter également OIM, IN/220 : Guidance Note on Identification of Victims of Trafficking for Purposes of IOM Protection through Direct Assistance, décembre 2014 ; et OIM, IN/219 : Guidance Note on Assessing Risks when Assisting Victims of Trafficking, décembre 2014.

TYPE/FORME	DÉFINITION/DESCRIPTION <sup>1</sup>
Viol	Acte de pénétration (même légère) non consenti du vagin, de l'anus ou de la bouche par le pénis ou toute autre partie du corps, en faisant usage de la force physique ou de la contrainte. Le terme s'applique également aux pénétrations sexuelles au moyen d'un objet <sup>31</sup> . Le viol englobe le viol conjugal et le viol anal/la sodomie. Tout geste tenté en ce sens est considéré comme une tentative de viol. On parle de viol collectif ou de viol en réunion lorsque celui-ci est commis par deux personnes ou plus <sup>32</sup> .
Violence à l'égard des femmes et des filles	La Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (1993) définit la violence à l'égard des femmes comme « tous actes de violence dirigés contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée » (article premier). La violence à l'égard des femmes s'entend comme englobant, sans y être limitée, les formes de violence énumérées ci-après : a) la violence physique, sexuelle et psychologique exercée au sein de la famille, y compris les coups, les sévices sexuels infligés aux enfants de sexe féminin au foyer, les violences liées à la dot, le viol conjugal, les mutilations génitales et autres pratiques traditionnelles préjudiciables à la femme, la violence non conjugale, et la violence liée à l'exploitation ; b) la violence physique, sexuelle et psychologique exercée au sein de la collectivité, y compris le viol, les sévices sexuels, le harcèlement sexuel et l'intimidation au travail, dans les établissements d'enseignement et ailleurs, le proxénétisme et la prostitution forcée ; et c) la violence physique, sexuelle et psychologique perpétrée ou tolérée par l'État, où qu'elle s'exerce. (article 2). L'Étude approfondie de toutes les formes de violence à l'égard des femmes du Secrétaire général (2006) souligne que le terme « femmes » désigne les personnes de sexe féminin de tous âges, y compris les filles âgées de moins de 18 ans <sup>33</sup> .
Violence au sein du couple et violence domestique	Il existe d'importantes distinctions entre ces deux termes, qui sont pourtant parfois utilisés de façon interchangeable. La « violence domestique » désigne les formes de violence exercées au sein d'un foyer ou d'une famille, dans un couple ou entre membres d'une même famille. La « violence au sein du couple » fait spécifiquement référence à la violence exercée dans le cadre d'une relation intime (couple marié ou non, cohabitation ou autre relation intime). Pour l'OMS, le terme désigne « tout comportement qui, dans le cadre d'une relation intime (partenaire ou ex-partenaire), cause un préjudice d'ordre physique, sexuel ou psychologique, notamment les actes d'agression physique, les relations sexuelles forcées, la violence psychologique ou émotionnelle et tout autre acte de domination ». Cette forme de violence peut englober le déni de ressources, de possibilités ou de services <sup>34</sup> .
Violence économique	Ce terme désigne une forme de violence en vertu de laquelle l'auteur des faits exerce un contrôle financier sur le/la survivant(e) pour l'empêcher d'accéder à des ressources, de travailler, de disposer librement de ses revenus, de parvenir à l'autosuffisance ou de prendre son indépendance financière <sup>35</sup> .
Violence psychologique ou émotionnelle	Ce terme désigne le fait d'infliger des douleurs ou des blessures mentales ou émotionnelles. Entre autres exemples : menace d'abus physiques ou sexuels, intimidation, humiliation, isolement forcé, exclusion sociale, poursuite, harcèlement moral, attention non souhaitée, remarques, gestes ou écrits de nature sexuelle ou menaçants, destruction de biens précieux, etc. Le harcèlement sexuel entre dans cette catégorie <sup>36</sup> .
Violence sexuelle	Le terme désigne « tout acte sexuel, tentative d'obtenir des faveurs sexuelles, commentaires ou avances de nature sexuelle ou actes de trafic de la sexualité d'une personne, utilisant la coercition, la menace de sévices ou de recours à la force physique, par toute personne, quelle que soit sa relation avec le/la survivant(e), dans tout contexte, y compris mais sans s'y limiter le foyer et le travail ». La violence sexuelle peut prendre de nombreuses formes, y compris le viol, l'esclavage ou la traite sexuelle, la grossesse forcée, la stérilisation forcée, le harcèlement sexuel, l'exploitation et les abus sexuels et l'avortement forcé <sup>37</sup> .
Violence sexuelle liée aux conflits	On entend par violences sexuelles liées aux conflits des incidents isolés ou (aux fins de la liste demandée par la résolution 1960 [2010] du Conseil de sécurité) des incidents systématiques de violence sexuelle, à savoir : viol, esclavage sexuel, prostitution forcée, grossesse forcée, stérilisation forcée ou toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable, dont sont victimes des femmes, des hommes, des filles ou des garçons. Ces incidents isolés ou systématiques surviennent dans un contexte de conflit ou après un conflit, ou dans d'autres situations préoccupantes (par exemple, lors de troubles politiques). En outre, ils présentent un lien direct ou indirect avec ledit conflit ou lesdits troubles politiques : lien temporel, géographique ou causal. Outre le caractère international des crimes présumés (qui peuvent, selon les circonstances, constituer des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou des actes de torture ou de génocide), le lien avec le conflit peut être démontré par le profil et les motivations de l'auteur (des auteurs), le profil de la victime (des victimes), le climat d'impunité/d'affaiblissement de la capacité de l'État, les dimensions transfrontalières des crimes et/ou le fait qu'ils violent les termes d'un accord de cessez-le-feu <sup>38</sup> . Ce terme peut également désigner la traite d'êtres humains perpétrée en situation de conflit dans un but de violence ou d'exploitation sexuelle.

31 GBVIMS, Outil de classement de la violence basée sur le genre. Disponible à : [http://gbvims.com/wp/wp-content/uploads/AnnexB\\_FR.pdf](http://gbvims.com/wp/wp-content/uploads/AnnexB_FR.pdf).

32 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 322.

33 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 323.

34 OMS, « La violence à l'encontre des femmes », *principaux faits n° 239* (29 novembre 2017). Disponible à [www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/violence-against-women](http://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/violence-against-women). Voir également : OMS, « Comprendre et lutter contre la violence à l'égard des femmes : la violence exercée par un partenaire intime » (2012), disponible à : [https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/86232/WHO\\_RHR\\_12\\_36\\_fre.pdf?sequence=1](https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/86232/WHO_RHR_12_36_fre.pdf?sequence=1).

35 *Ibid.*

36 *Ibid.*

37 Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 322.

38 Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit, « Analytical and conceptual framing of conflict-related sexual violence » (2011). Disponible à : [www.stoprapenow.org/uploads/advocacyresources/1321456915.pdf](http://www.stoprapenow.org/uploads/advocacyresources/1321456915.pdf).



ANNEXE III : FACTEURS FAVORISANT LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE<sup>1</sup>

FACTEURS FAVORISANT LA VBG	
Facteurs sociaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de participation active et significative des femmes aux postes d'encadrement, aux processus de consolidation de la paix et à la réforme du secteur de la sécurité</li> <li>• Poursuite des infractions sexuelles non considérée comme une priorité, attention insuffisante portée à l'amélioration de l'accès aux services de relèvement, manque de prévoyance des conséquences à long terme pour les enfants nés à la suite d'un viol, notamment de leur stigmatisation et de leur exclusion sociale</li> <li>• Inaptitude à lutter contre les facteurs qui contribuent à la violence, notamment l'internement prolongé ou la perte des capacités, des moyens de subsistance, de l'indépendance ou des rôles masculins</li> <li>• Inégalités économiques, sociales et entre les sexes, y compris à l'égard des personnes LGBTI</li> <li>• Frontières poreuses/non surveillées ; méconnaissance des risques de traite d'êtres humains</li> <li>• Non-respect des règles de combat et du droit international humanitaire</li> <li>• Hypermasculinité, normes et comportements virils violents encouragés et récompensés</li> <li>• Stratégies de combat (p. ex., utilisation de la torture ou du viol comme arme de guerre)</li> <li>• Absence de mécanismes de sécurité ou d'alerte précoce</li> <li>• Impunité (absence de cadre juridique, non-pénalisation des formes de violence basée sur le genre, méconnaissance du caractère délictuel ou criminel de différentes formes de violence basée sur le genre, etc.)</li> <li>• Exclusion des infractions sexuelles commises lors d'une situation d'urgence humanitaire des programmes de réparation et de soutien aux survivant(e)s (y compris pour les enfants nés à l'issue d'un viol)</li> </ul>
Facteurs communautaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mauvaises conceptions et infrastructures des camps, abris ou installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) (y compris pour les personnes handicapées, les personnes âgées et les autres groupes à risque)</li> <li>• Manque d'accès à l'éducation pour le sexe féminin, en particulier à des études secondaires pour les adolescentes</li> <li>• Manque d'espaces sûrs pour les femmes, les filles et les autres groupes à risque</li> <li>• Manque de formation, de contrôle et de supervision du personnel humanitaire</li> <li>• Manque de possibilités économiques pour les populations touchées, en particulier les femmes, les filles et les autres groupes à risque</li> <li>• Effondrement des mécanismes de protection communautaire et absence de protections/sanctions communautaires en matière de violence sexiste</li> <li>• Absence de mécanismes de signalement pour les survivant(e)s et les personnes exposées à des risques de violence basée sur le genre, mais aussi en cas d'actes d'exploitation et d'abus sexuels commis par le personnel humanitaire</li> <li>• Manque de services multisectoriels dignes de confiance et accessibles pour les victimes (santé, sécurité, assistance juridique/judiciaire, santé mentale et soutien psychologique)</li> <li>• Absence/sous-représentation du personnel féminin et des personnes au sexe, à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre différents dans les programmes d'urgence et aux postes clés des prestataires de services (soins de santé, structures de détention, police, justice, etc.)</li> <li>• Droits au logement, à la terre et aux biens inadaptés pour les femmes, les filles, les enfants nés à l'issue d'un viol et les autres groupes à risque</li> <li>• Présence de soldats démobilisés habitués à la violence</li> <li>• Hostilité des communautés d'accueil</li> <li>• « Condamnation des survivant(e)s » de la violence basée sur le genre ou attitudes néfastes à leur égard</li> <li>• Manque de confidentialité pour les survivant(e)s de la violence basée sur le genre</li> <li>• Acceptation de la violence dans la communauté</li> <li>• Absence de mécanismes de protection de l'enfance</li> <li>• Absence de soutien psychosocial dans le cadre des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration</li> </ul>
Facteurs individuels ou familiaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de produits vitaux/fournitures de base pour les individus et leur famille ou absence d'accès sûr à ces produits/fournitures (nourriture, eau, abri, combustible de cuisson, produits d'hygiène, etc.)</li> <li>• Distribution inéquitable des ressources familiales selon les sexes</li> <li>• Manque de ressources des adultes pour subvenir aux besoins des enfants et des personnes âgées (ressources économiques, capacité de protection, etc.), en particulier dans les ménages dirigés par des femmes ou des enfants</li> <li>• Méconnaissance/manque d'informations quant aux normes de conduite acceptables de la part du personnel humanitaire et à la gratuité de l'aide humanitaire</li> <li>• Consommation excessive d'alcool ou de drogues</li> <li>• Âge, sexe, niveau d'éducation et handicap</li> <li>• Antécédents familiaux de violence</li> <li>• Avoir été témoin d'actes de violence basée sur le genre</li> </ul>

<sup>1</sup> Adapté de : Comité permanent interorganisations, *Directives relatives à la VBG*, 2015, p. 10.

## ANNEXE IV : ACRONYMES

ACRONYMES	
AoR	Domaine de responsabilité
COCM	Cadre opérationnel de l'OIM en cas de crise migratoire
CSRV	Violence sexuelle liée aux conflits
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DOE	Département des opérations et des situations d'urgence
DTM	Matrice de suivi des déplacements
EAS	Exploitation et abus sexuels
GBV AoR	Domaine de responsabilité Violence basée sur le genre
GBViC	Violence basée sur le genre en situations de crise
GBVIMS	Système de gestion des informations sur la violence basée sur le genre
GCC	Gestion et coordination des camps
IASC	Comité permanent interorganisations
LGBTI	Lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes
LPR	Terres, propriété et réparations
MGF/E	Mutilation génitale féminine/excision
NFI	Articles non alimentaires
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU-SWAP	Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies
PEAS	Protection contre l'exploitation et les abus sexuels
PSS	Soutien psychosocial
RPA	Redevabilité envers les populations affectées
RTAP	Real-Time Accountability Partnership
SMSPS	Santé mentale et soutien psychosocial
UN Action	Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit
VBG	Violence basée sur le genre
WASH	Eau, assainissement et hygiène





17 route des Morillons, Boîte postale 17, 1211 Genève 19, Suisse  
Tél. : +41 22 717 9111 • Fax : +41 22 798 6150  
E-mail : [hq@iom.int](mailto:hq@iom.int) • Site internet : [www.iom.int/fr](http://www.iom.int/fr)